

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT



KENYA

PROGRAMME DE REHABILITATION ET DE RESTAURATION DES COURS D'EAU DE NAIROBI : PROJET D'AMELIORATION DE L'ASSAINISSEMENT

RAPPORT D'ACHEVEMENT DE PROJET

(RAP)

DEPARTEMENT AHWS

Septembre 2017

Document traduit

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT



PROJET : PROGRAMME DE RÉHABILITATION ET DE RESTAURATION DES COURS D'EAU DE NAIROBI : PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ASSAINISSEMENT

PAYS : KENYA

RAPPORT D'ACHÈVEMENT DE PROJET

Décembre 2016

ÉQUIPE D'ACHÈVEMENT DU PROJET	Chef de projet:	Nancy A.N. A. OGAL	Ingénieur supérieur, eau et assainissement, RDGE.2/AHWS.2 Analyste financier principal, RDGE.2/AHWS.2
	Membre de l'équipe:	Christopher MUTASA	
	Responsable sectoriel:	Osward CHANDA	AHWS.2 AHWS & AWF RDGE
	Directeur sectoriel:	Osward CHANDA (Resp.)	
Directeur général:	Gabriel NEGATU		
EXPERTS AYANT EXAMINÉ LE PROJET	Walter ODERO, Macroéconomiste, RDGE.0		
	Justin ECAAT, Spécialiste principal en protection de l'environnement, RDGE/SNSC		
	Benson NKHOMA, Spécialiste principal, eau et assainissement, COMW/RDGS.2		

RAPPORT D'ACHÈVEMENT DE PROJET (RAP) AU TITRE DES OPÉRATIONS DU SECTEUR PUBLIC



GRUPE DE LA BANQUE
AFRICAINNE
DE DÉVELOPPEMENT

I DONNEES DE BASE

A Données du rapport

Données du rapport	Date du rapport:	30 janvier 2017	
	Date de la mission (<i>en cas de mission de terrain</i>)	Du : 21 novembre 2016	Au : 2 décembre 2016

B Personnel de la Banque responsable

Postes	À l'approbation	À l'achèvement
Directeur régional	M ^{lle} Diaretou GAYE	M. Gabriel NEGATU
Représentant résident	M ^{lle} Domina BUZINGO	S.O.
Directeur sectoriel	M. Ali KIES	M. Mohamed EL AZIZI
Responsable sectoriel	M. Sering B. JALLOW	M. Oswald CHANDA
Chef de projet	M. Oswald CHANDA	M. John SIFUMA
Chef de projet suppléant	S.O.	
Chef de projet au titre du RAP		Mme Nancy A.N.A. OGAL
Membre de l'équipe du RAP		M. Christopher MUTASA

C Données relatives au projet

Identification du projet : Programme de réhabilitation et de restauration des cours d'eau de Nairobi : projet d'amélioration de l'assainissement		
Code du projet : P-KE-EB0-003	Numéro(s) de l'instrument 2100150023655	
Type de projet : Prêt FAD	Secteur : Eau et assainissement	
Pays : KENYA	Classification environnementale (1-3) : 1	
Étapes de traitement – la Banque a seulement approuvé le financement (ajouter/supprimer les rangées en fonction des sources de financement)	Faits majeurs (la Banque a seulement approuvé le financement)	Dates de décaissement et de clôture (la Banque a seulement approuvé le financement)

Source de financement / instrument 1 : 2100150023655 (35 millions d'UC)				
Date d'approbation : 6 décembre 2010	Montants annulés : s.o.		Délai de décaissement initial : 31 décembre 2015	
Date de signature : 23 mars 2011	Financement supplémentaire : s.o.		Date de clôture initiale : 31 décembre 2015	
Date d'entrée en vigueur : 9 décembre 2011	Restructuration (<i>spécifier la date et le montant concerné</i>) : s.o.		Délai de décaissement révisé (<i>le cas échéant</i>) : 30 décembre 2016	
Date d'entrée en vigueur pour le 1 ^{er} décaissement : 31 janvier 2011	Prorogations (<i>spécifier les dates</i>) : 365 jours (1 an) 10 juin 2015		Date de clôture révisée (<i>le cas échéant</i>) : 30 décembre 2016	
Date du 1 ^{er} décaissement effectif : 9 décembre 2011				
Source de financement/instrument (ajouter/supprimer les colonnes en fonction du nombre de sources de financement):	Montant décaissé (spécifier le montant):	Pourcentage décaissé (%):	Montant non décaissé:	Pourcentage du non décaissé (%):
Prêt FAD	29 306 175,87 UC	83,73 %	5 693 824,13 UC	16,27 %
Gouvernement de la République du Kenya	5 740 000 USD.	79,94 %	1 439 987,10 USD	20,06 %
TOTAL (Chiffres approximatifs en fonction des taux de conversion UC/USD en vigueur)	33 546 215,87 UC	84,14%	6 323 784,13 UC	15,86%
Source de financement/instrument (ajouter/supprimer les colonnes en fonction du nombre de sources de financement):	Montant engagé (en UC):	Pourcentage engagé (%):	Montant non engagé (en UC):	Pourcentage du non engagé (%):
Prêt FAD	35 millions	100 %	-	-
Gouvernement de la République du Kenya	4,87 millions	100 %	-	-
TOTAL	39,87 millions	100 %	-	-
Cofinanciers et autres partenaires externes : Voir ci-dessus				
Agence(s) d'exécution : Ministère de l'Eau et de l'Irrigation (MWI) et Conseil d'administration d'Athi Water Services (AWSB)				

D Revue de gestion et observations

Rapport revu par:	Nom	Date de la revue	Observations
Représentant résident	s.o.		
Responsable sectoriel	M. Oswald CHANDA		
Directeur régional (président de l'équipe-pays)	M. Gabriel NEGATU		
Directeur sectoriel (Resp.)	M. Oswald CHANDA		

II Évaluation de la performance du projet

A Pertinence

1. Pertinence de l'objectif de développement du projet

Notation	Évaluation descriptive (max. 250 mots)
*	
4	<p>Vue d'ensemble. L'objectif de développement (OD) du Projet était d'améliorer l'accès, la qualité, la disponibilité, la capacité et la durabilité des services de traitement des eaux usées à Nairobi, pour un environnement viable grâce à la réhabilitation et l'extension des installations d'assainissement et des stations de traitement d'eaux usées de la ville.</p> <p>Pertinence – Stratégies/politiques. L'OD était pertinent quant aux stratégies et politiques mises en œuvre lors de l'évaluation. Le Rapport d'évaluation (REP) a indiqué que la Vision 2030 du Gouvernement de la République du Kenya (GoK) et son Plan à mi-parcours 2008-2012 soulignaient l'importance d'investir dans les services d'alimentation en eau et d'assainissement (WSS), étant entendu qu'il s'agissait d'un besoin fondamental pour des moyens de subsistance productifs, donnant ainsi une place de choix au WSS parmi les projets phares. Le Projet fait partie intégrante du Programme de réhabilitation et de restauration du bassin versant de Nairobi (NRRRP), qui vise à améliorer l'environnement de cette ville, en particulier les cours d'eau pollués, par le biais de stratégies telles que l'extension des systèmes de traitement des déchets. Le NRRRP a été élaboré dans une Étude du plan directeur pour les eaux résiduaires de Nairobi (1998), et présenté plus en détail dans une Étude de faisabilité (2010).</p> <p>En outre, le pilier I du Document de stratégie pays (DSP) de la Banque pour le Kenya (2008-2012) a mis l'accent sur le financement des infrastructures afin de stimuler la croissance, tout en constatant qu'une gestion inappropriée des eaux usées constituait une menace à l'environnement et notamment aux ressources en eau. Le pilier I du DSP 2014-2018 note l'importance du secteur de l'eau et de l'assainissement.</p> <p>Pertinence - Bénéficiaires. Dans le cadre du Projet, des consultations ont été menées auprès des parties prenantes aux niveaux national et local ; il en est ressorti que le projet était prioritaire. La documentation disponible prouve qu'il y a eu un processus de consultation des parties prenantes lors des phases de planification et d'exécution, tout en indiquant ses résultats respectifs. Selon les échantillons d'information qualitative et quantitative examinés en vue du RAP, y compris les témoignages des entreprises et des ménages affectés, la perception qu'ont les bénéficiaires du projet est positive.</p>

* Veuillez utiliser l'échelle suivante pour toutes les notations dans le RAP : 4 (Très satisfaisant), 3 (Satisfaisant), 2 (Insatisfaisant), 1 (Très insatisfaisant)

2. Pertinence de la conception du projet

Notation *	Évaluation du descriptif (max. 250 mots)
3	<p>Vue d'ensemble. Comme l'indique le rapport d'évaluation, le Projet avait trois composantes, à savoir : i) l'infrastructure d'évacuation des eaux usées (33,532 millions d'UC) ; l'assainissement, l'hygiène et l'appui socio-environnemental (3,273 millions d'UC) ; et iii) l'appui institutionnel et la gestion du projet (3,064 millions d'UC).</p> <p>Conception. Les aspects importants de la conception étaient les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un comité directeur du NRRRP, en collaboration avec le ministère de l'Environnement et des Ressources minérales de l'époque (désormais, ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles, MENR), devait être mis en place pour suivre et guider la mise en œuvre du Projet au cours de ses réunions de coordination trimestrielles. Le MENR étant responsable du NRRRP, il devrait être en mesure de servir de liaison et de coordonner le travail des ministères impliqués et des organismes publics afin de faciliter et de suivre l'exécution du projet. • L'Athi Water Services Board (AWSB), en partenariat avec la Mairie de Nairobi (CCN) – désormais, Nairobi County Government (NCG) –, ainsi que la Nairobi Water and Sewerage Company (NWSC) seraient chargés de la mise en œuvre des composantes Promotion de l'hygiène et Assainissement, avec le soutien d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'organisations communautaires (OC). Le fait d'impliquer des acteurs clés permettra de prôner les pratiques optimales et une sensibilisation accrue sur l'assainissement, et donc de résoudre le vieux problème de faibles taux de raccordement des dispositifs d'évacuation des eaux usées dans la zone du projet. • La passation de marchés en vue des travaux d'infrastructure physique s'effectuerait en deux étapes : pour la conception et pour la phase de construction. <p>Pertinence de la conception. Les structures pour l'exécution du projet mises en place étaient adéquates au regard du contexte, puisqu'elles visaient à corriger les déficits de capacité dont souffraient les organismes et les agents d'exécution du projet. La mission en vue du RAP a cependant noté que le comité directeur n'a pas rempli ses obligations. Cette situation a eu un effet négatif sur les principaux processus et fonctions, notamment l'acquisition de droits de passage, la sécurité des chantiers et du personnel du Projet, le suivi de certains résultats du projet, ainsi que la réalisation de certaines activités relevant des composantes Hygiène promotionnelle et Assainissement. Par conséquent, les aspects de sauvegarde E et S n'ont pas été systématiquement évalués et signalés, même s'ils constituaient la base des objectifs du projet. S'agissant de la conception du projet, une telle notification devrait en général revêtir de l'importance pour ce qui est de cerner de façon anticipée les problèmes éventuels et, au bout du compte, toute modification de l'envergure du projet.</p> <p>La mission en vue du RAP a permis de noter qu'un cabinet-conseil avait été engagé pour remplir des missions sous les composantes Promotion de l'hygiène et Assainissement et que le NCG et la NWSC étaient tous les deux impliqués à des degrés différents dans la mise en œuvre. Des responsables du MENR ont exprimé leurs inquiétudes quant à la viabilité de cette approche, compte tenu de la nécessité de poursuivre les efforts de sensibilisation dans le cadre du NRRRP. La NWSC a également déploré la faible volonté des bénéficiaires ciblés de se connecter aux systèmes d'eaux résiduaires, malgré les campagnes promotionnelles en cours. D'après la mission en vue du RAP, il se trouve également qu'une seule session de formation des formateurs en pratiques de santé et d'hygiène a été organisée, au lieu des seize sessions prévues et qui ciblaient 24 000 personnes. Il était envisagé que les formateurs devaient, en retour, former le grand public en utilisant divers canaux et outils, selon le contexte, et réaliser ainsi les résultats escomptés voire plus, avec un plus haut degré d'efficacité.</p> <p>Par ailleurs, le projet de plantation d'arbres a été dévolu au Conseil AWSB, et non plus au MENR, pour des raisons de déficit de capacité chez ce dernier, même si ce ministère était dès le départ réticent quant à l'approche adoptée. Une fois devenus matures, les 25 000 arbres seront confiés au MENR, qui, en tant que responsable de la conservation de l'environnement, assurera leur croissance durable.</p> <p>Pour ce qui est de l'exécution des travaux physiques, la mission en vue du RAP a noté des contre-performances dans les unités opérationnelles lors des travaux sur les canaux de prise d'eau de l'installation de traitement de Dandora. Les crépines et la chambre de particules ne fonctionnent pas parce que le système de commande PLC est en panne, ce qui entraîne des flux de particules dans les étangs anaérobies où les dépôts réduisent la profondeur nécessaire à la digestion anaérobie. En particulier, la charge des eaux usées est excessive, puisqu'elles sortent des étangs anaérobies et se déversent dans les étangs suivants, engendrant ainsi des eaux usées ayant une plus forte demande biochimique en oxygène sur 5 jours</p>

	<p>(DBO5) et une demande chimique en oxygène dépassant les normes requises. La réhabilitation et la reprise des travaux de prise d'eau tiennent compte de l'envergure du projet NaRSIP II proposé.</p> <p>L'appel d'offres conventionnel en deux étapes s'est également révélé inapproprié pour les travaux de traitement des eaux résiduaires de Kiriobangi parce que les activités y afférentes étaient spécialisées et que seules les conceptions préliminaires étaient disponibles au moment du lancement de l'appel d'offres. Par conséquent, on a plutôt exécuté un marché de conception, approvisionnement et installation (CAI). La modification introduite a fait perdre beaucoup de temps. La préparation et l'approbation des divers documents nécessaires au marché CAI ont demandé quatre mois supplémentaires; ainsi, la passation du marché n'a débuté qu'en 2014 et l'entrepreneur ne s'est mis au travail qu'au début de 2015. A cela, il convient d'ajouter les retards accusés dans l'exécution (à cause notamment du temps mis pour obtenir les certificats d'exonération d'impôt et de traitement de paiements); lors de la mission en vue du RAP, seuls 55 % des travaux avaient été réalisés, contre un laps de temps de 92,03 %. On note néanmoins que l'approche CAI a aidé à faire des économies dans le calendrier réel des activités, tout en permettant d'assurer un meilleur contrôle des travaux et de la gestion budgétaire, ainsi qu'une meilleure comptabilité. Dans ce contexte, la composante Conception doit être perçue comme étant raisonnablement un succès dans la mesure où elle a produit un impact sur le calendrier global de l'exécution du projet.</p>
--	---

3. Leçons apprises concernant la pertinence

Questions clés <i>(max. 5; ajouter des rangées au besoin)</i>	Leçons apprises	Population cible
1. Efficacité des modalités d'exécution - nécessité d'assurer une dotation budgétaire appropriée en vue de faciliter la coordination	Lors de l'évaluation, il est essentiel d'intégrer dans la conception du projet les conditions requises en vue de la réussite des modalités de mise en œuvre. Si l'on met en place un comité directeur national de projet doté d'un mandat d'envergure recouvrant plusieurs ministères, organismes publics et organisations internationales (Programme des Nations unies pour l'environnement – PNUE), il convient de bien définir comment les exigences budgétaires doivent être satisfaites et qui doit le faire afin de faciliter la coordination. Procéder ainsi devra non seulement conférer de l'efficacité aux activités du projet, mais également permettre d'évaluer les avancées en matière de résultats et produits.	GoK, Banque
2. Adéquation du modèle contractuel pour les travaux d'ingénierie spécialisés avec des détails de conception insuffisants	Dans les futurs marchés du Gouvernement kényan concernant des travaux spécialisés tels que les usines de traitement des eaux usées – pour lesquels il n'est pas pratique de préparer des conceptions détaillées de travaux à l'avance –, l'ingénieur de conception devra procéder à une conception préliminaire aux fins d'appel d'offres; mais l'entrepreneur des travaux de constructions demeurera le responsable de la conception détaillée, comme on le voit dans un modèle contractuel de conception et construction. Cela permettra de gagner du temps et de réaliser des économies lors de l'exécution du projet.	GoK, AWSB

1. Progrès réalisés pour atteindre l'objectif de développement du projet (but du projet)**Observations**

Évaluation globale de l'avancement des travaux. De façon générale, le Projet a connu des avancées notables vers l'OD, qui est de réhabiliter et d'étendre la gestion des services de traitement des eaux usées de la ville de Nairobi en vue d'un environnement durable. Par exemple :

La station d'épuration de Dandora est achevée et a été dotée d'une capacité de traitement supplémentaire de 40 000 m³ par jour; La réhabilitation de la station d'épuration de Kariobangi est bien avancée (55 %) et devrait être achevée en juin 2017, donnant à l'usine une capacité opérationnelle restaurée de 32 000 m³ par jour;

La construction d'un autre collecteur principal de 63,3 kilomètres, alors que 43 km de lignes de réticulation sont achevées;

La plantation de 25 000 arbres sur les zones riveraines est achevée;

La construction de blocs d'ablution dans les zones d'installation informelle est achevée à 67 %;

La formation du personnel d'AWSC/SWSC à la gestion des systèmes de traitement des eaux usées a été effectuée;

La formation et la diffusion de produits sur la santé et l'hygiène à l'intention d'une cible de 25 000 personnes ont été réalisées;

L'équipe de la mission du RAP a également pu recueillir des informations suggérant des progrès à faire dans la collecte et le traitement écologiquement appropriés des eaux usées (voir les Références, plus loin, pour une idée des sources d'information).

Cependant, d'autres cibles mentionnées dans le REP n'ont pas été atteintes:

On note une amélioration de la qualité des eaux du bassin, avec une demande biochimique en oxygène en 5 jours (DBO₅) de 67,5 mg/l en moyenne pour le fleuve de Nairobi, 48 mg/l pour le fleuve Ngong et 39 mg/l pour le fleuve Mathare, contre une valeur de référence de 300 mg/l en moyenne. Les détails spécifiques se présentent comme suit:

La DBO₅ du fleuve de Nairobi oscille entre 10 mg/l et 120 mg/l;

La DBO₅ du fleuve Ngong oscille entre 10 mg/l et 75 mg/l;

La DBO₅ du fleuve Mathare oscille entre 5 mg/l et 100 mg/l.

On constate une augmentation du nombre de personnes connectées au système d'évacuation des eaux usées dans la zone du projet, avec 3 000 raccordements supplémentaires établis dans les sections qui ont été cédées à la NWSC;

S'agissant de la pollution des eaux, les travaux d'épuration de Dandora sont en cours, mais les 90 mg/l de DBO₅ des eaux résiduelles représentent un taux plus élevé que la valeur de référence de 57 mg/l et sont attribuables aux déficits enregistrés dans les unités de prise d'eau. Il convient de préciser que les économies réalisées dans le cadre des services de conseil en vue des travaux d'infrastructure pour le Projet ont permis d'engager un bureau d'études pour effectuer une analyse de ces défaillances, et des actions pour y remédier devraient être prises dans le cadre du NaRSIP II proposé. La structure d'épuration de Kariobangi, une fois qu'elle sera opérationnelle en juin 2017, devrait cependant permettre d'atteindre la cible REP de moins de 30 mg/l de DBO₅ par rapport à la valeur de référence de 231 mg/l; et

En ce qui concerne les résultats en matière de santé, les taux de prévalence des nouveaux cas de maladies essentiellement hydriques ont diminué de 45,5 %.

Évaluation par rapport aux cibles. Les OD du Projet, y compris les objectifs identifiés lors de l'évaluation, sont présentés plus loin dans les sections relatives à la présentation des résultats et des produits.

Égalité des sexes. Certes, le projet n'avait pas de stratégie précise en matière d'égalité des sexes, mais cette question a été analysée au cours de la préparation et de l'évaluation du projet, et des mécanismes quantitatifs destinés à promouvoir et faire rapport sur la problématique hommes-femmes ont été intégrés dans le Cadre logique axé sur les résultats (CALR) du projet. La même question n'a pas fait l'objet de suivi et de rapport lors de la mise en œuvre du projet; pourtant, la mission en vue du RAP a constaté, à partir des visites sur le terrain, que la parité entre les sexes exigée pour les membres actifs des comités d'entraide créés au titre de la composante Promotion de l'hygiène et assainissement était obligatoire et respectée. De même, 50 % des 150 membres du personnel de l'AWSC/NWSC formés à la gestion des systèmes de traitement des eaux usées étaient des femmes.

2. Rapport sur les résultats

Indicateurs de résultats (selon le CALR; ajouter plus de rangées au besoin)	Valeur de base (année) (A)	Valeur la plus récente (B)	Cible finale (C) (valeur attendue à l'achèvement du projet)	Progrès accomplis vers l'atteinte de la cible (% réalisé)	Évaluation descriptive (longueur maximum, à titre indicatif: 50 mots par résultat)	Indicateur sectoriel de base (Oui/Non)
Résultat 1: Qualité de l'eau du bassin versant de Nairobi	DBO ₅ 300 mg/l (2009)	Les moyennes de DBO ₅ du fleuve de Nairobi oscillent entre 39 mg/l et 67,5 mg/l;	DBO ₅ inférieure à 30 mg/l	86,11 – 96,67 %	Les cibles mentionnées dans le REP n'ont pas été atteintes, même si l'on note une amélioration remarquable de la qualité de l'eau, comme le montre en détail la section B.1 relative aux <i>progrès vers l'atteinte de l'OD du projet</i> .	Non
Résultat 2: Qualité des eaux usées effluents déversés dans le bassin versant de Nairobi	BBO ₅ des effluents de Dandora: 57mg/l; DBO ₅ des effluents de Kariobangi : 231mg/l (2009)	BBO ₅ des effluents de Dandora: 90 mg/l; La station de Kariobangi n'est pas encore opérationnelle	DBO ₅ des effluents inférieure à 30 mg/l	81,82 % pour la station d'épuration de Dandora	- Les normes des effluents NEMA ne sont pas encore totalement respectées à la station d'épuration de Dandora à cause des opérations inefficaces lors des travaux sur les canaux de prise d'eau. - On prévoit qu'une fois qu'elle sera opérationnelle, la station d'épuration de Kariobangi respectera la norme DBO ₅ NEMA, soit moins de 30 mg/l, compte tenu de la capacité nominale de la structure.	Non
Résultat 3: Pourcentage de la population riveraine ayant accès aux structures de traitement des eaux usées	40% (2009)	-	59 %	-	Aucune donnée n'a été collectée lors des missions de supervision, et les données n'étaient pas disponibles à l'achèvement. Faute de données pertinentes, il est impossible d'obtenir des résultats sur la base de cet indicateur. La seule information disponible est que, jusqu'à présent, on enregistre au total 3000 connexions au système d'évacuation des eaux résiduaires (soit environ 18 000 personnes) dans les sections qui ont été récemment cédées à la NWSC.	Oui
Résultat 4: Incidence des maladies hydriques	52 % (2004)	6,5 %	20 %	227,5 %	Au-delà des avancées réalisées, les informations fournies par le coordonnateur de surveillance des maladies du comté de NCG indiquent qu'il y a eu des améliorations en matière de santé, puisqu'on a enregistré une réduction de 22 % de la morbidité liée aux diarrhées, à la suite de travaux d'assainissement.	Oui
Résultat 5: Pourcentage de riverains pratiquant de bonnes règles d'hygiène	Augmentation; De 25 % (2009)	60 %	37 %	291,6 %	La cible visée dans le REP a été dépassée. Il faut indiquer que les données étaient indisponibles lors de la mission en vue du RAP, et qu'une enquête réalisée en mars 2016 dans le cadre de la composante Communication en a récolté.	Non
Notation* (voir méthodologie RAE)	Évaluation descriptive					
3	Les données générales et de haute facture, comme celles présentées dans la section B.1 relative aux <i>progrès réalisés pour atteindre l'objectif de développement</i> , ainsi que les indicateurs ci-dessus, laissent croire que des avancées ont été effectivement enregistrées, notamment au regard de la réduction de la pollution des eaux et de la diminution des maladies d'origine hydrique. Toutefois, un certain nombre de problèmes peuvent entraver l'évaluation des résultats du Projet sur la base des indicateurs spécifiés à l'entrée. Absence des données obtenues lors des missions de supervision et rendues disponibles à l'achèvement. Dans le REP, il n'est pas fait mention de la manière dont les données pourraient être collectées et faire l'objet de suivi pendant toute la phase de mise en œuvre. Il importe de noter que rien n'indique que le Projet n'a pas réussi à atteindre les résultats spécifiés à l'évaluation. D'ailleurs, la performance se révèle satisfaisante. A ce niveau, le manquement ne réside pas dans la réalisation de l'objectif, mais plutôt dans la communication d'informations sur ce qui est réalisé. Si ces défaillances avaient été signalées un peu plus tôt, on aurait pu mettre en place un cadre et renforcer les capacités.					

3. Rapport sur les produits

Indicateurs de résultats (comme indiqué dans le CALR; ajouter plus de rangées au besoin)	Valeur la plus récente (A)	Cible finale (B) (valeur attendue à l'achèvement du projet)	Progrès réalisés pour atteindre la cible (% réalisé) (A/B)	Évaluation descriptive (longueur maximum, à titre indicatif: 50 mots par résultat)	Indicateur sectoriel de base (Oui/Non)
Produit 1: Longueur des canalisations principales et des lignes de réticulation posées	63,3 kilomètres supplémentaires de collecteurs principaux et 43 km de réticulation posés	54 kilomètres supplémentaires de collecteurs principaux et 40 km de système de réticulation mis en place avant 2014	+117,22 % (collecteurs principaux) et +107,50 % (système de réticulation)	Il apparaît que la cible finale a été dépassée de 17,22 % et de 7,7 % respectivement pour les collecteurs principaux et le système de réticulation. Il convient de noter que les économies réalisées sur les services de conseil concernant l'infrastructure d'évacuation des eaux usées ainsi que sur quelques marchés de travaux ont été mobilisées pour poser plus de collecteurs que prévu à l'évaluation, ce afin d'accroître le niveau de raccordement.	Oui
Produit 2: Volume d'eaux usées traité	Un volume supplémentaire de 40 000 m ³ /traité à Dandora	Un volume supplémentaire de 40 000 m ³ /jour de traité à Dandora ; capacité de Kariobangi restaurée à 32 000 m ³ /jour	56,7 %	La cible concernant la station d'épuration de Dandora a été atteinte, à en croire les rapports de supervision fournis par la NWSC. Quant à la station d'épuration de Kariobangi, l'état d'exécution se situe à 55 % et on prévoit que la cible de 32 000 m ³ /jour sera atteinte en termes de capacité opérationnelle une fois que la station sera fonctionnelle en juin 2017.	Oui
Produit 3: Qualité de l'eau du bassin versant de Nairobi	3 000	72 553 canalisations d'évacuation des eaux usées installées	4,1 %	Ce chiffre concerne uniquement les collecteurs qui ont été récemment cédés à la NWSC. Lors de la mission en vue du RAP, il n'y avait aucun rapport détaillé spécifiant la zone, le nombre de connexions installées et le nombre de personnes ainsi raccordées. Il faut cependant noter qu'il ne s'agit que d'une activité en cours et que les raccordements devraient augmenter, surtout à la faveur du NaRSIP II, qui se concentrera sur la construction des collecteurs transversaux, en vue de servir davantage de personnes.	Oui
Produit 4: Nombre de toilettes publiques d'ablution	67 blocs d'ablution construits dans des zones d'établissement informel et gérés par des organisations communautaires (OC)	100 blocs d'ablution construits dans des zones d'établissement informel et gérés par des organisations communautaires	67 %	La cible a été partiellement atteinte. L'accord d'exécution du projet a indiqué que le marché pour le premier volet de 50 blocs d'ablution a absorbé tout le budget alloué à l'ensemble des blocs d'ablution. Toutefois, au cours des travaux de construction, certaines économies ont été réalisées et affectées à la construction de 17 blocs d'ablution supplémentaires à usage public, afin d'accroître l'impact produit.	Oui
Produit 5: Nombre d'arbres plantés	25 000 arbres plantés	11 000 arbres plantés	227,27 %	La cible a été dépassée de 127,27 %. Au cours de la mission en vue du RAP, certains des jeunes arbres bourgeonnants s'étaient flétris et auraient été remplacés par l'entrepreneur afin d'assurer un taux de survie jusqu'à la maturité de 100 % aux arbres, avant de les céder au MENR.	Non
Produit 6: Nombre de personnels de la NWSC/AWSC formés	150 membres du personnel de l'AWSB et de la NWSC formés à la gestion des eaux usées; dont 50 % des femmes	Environ 150 membres du personnel, dont 40 % de femmes, de l'AWSB et de la NWSC formés à la gestion des eaux usées avant 2014	100 %	La cible aurait été atteinte grâce aux diverses sessions de formation organisées à l'intention du personnel de l'AWSB et de la NWSC. Il faut noter que la cible de 40 % des femmes, au titre de l'égalité des sexes, a été dépassée, puisque 50 % des 150 membres du personnel concernés étaient des femmes.	Non
Produit 7: Nombre de campagnes de	1 - Nombre de sessions de	16 - Nombre de campagnes	104,17 %	En dépit de la modification de l'approche définie pour les campagnes de sensibilisation sur l'hygiène et la	Non

sensibilisation sur les pratiques de santé et d'hygiène	formation et de diffusion d'informations sur la santé et l'hygiène à travers des affichages et ciblant 25 000 personnes dont 50 % étaient des femmes	de sensibilisation sur la santé et l'hygiène ciblant 24 000 personnes dont 50 % des femmes		santé, la population visée (24 000 personnes) aurait été dépassée, soit 25 000 personnes sensibilisées. La mission en vue du RAP a également noté, à partir des visites sur le terrain, que la parité hommes-femmes dans les comités de gestion des groupes d'entraide communautaires chargés de l'exploitation des blocs d'ablution installés était une considérable sine qua non. Par conséquent, on peut dire que la cible a été dépassée.
Notation* (voir méthodologie RAE)	Évaluation descriptive			
4	Sur les sept indicateurs de produits sélectionnés à l'évaluation, six ont pu être entièrement évalués au plan des avancées réalisées. Et sur ces six indicateurs, deux ont totalement atteint la cible et un devrait atteindre également la cible à l'achèvement du projet (prévu en juin 2017.) En particulier: i) la capacité opérationnelle de la station d'épuration de Dandora a été augmentée; ii) 150 membres du personnel de l'AWSB/NWSC ont été formés à la gestion des eaux usées; et iii) une session de formation a été organisée pour sensibiliser 25 000 personnes. Par ailleurs, la pleine capacité opérationnelle des travaux d'épuration de Kariobangi devrait être restaurée à l'achèvement du Projet. Deux des sept produits avaient dépassé les cibles fixées au moment où la mission en vue du RAP était sur le terrain. Il s'agit de la pose de collecteurs principaux, de la mise en place du système de réticulation et de la plantation d'arbres. Il n'est cependant pas possible d'évaluer le niveau d'avancement dans la réalisation des produits relatifs à la connectivité au réseau d'évacuation des eaux usées, puisqu'il n'existe pas de données, même s'il est très probable que cette connectivité soit progressivement réalisée, les sections achevées étant cédées à la société d'utilité publique SWSC et dans le cadre du projet NaRSIP II proposé.			

4. Notation de l'Objectif de développement (OD)

Notation de l'OD (dérivée du RAE actualisé)*	Évaluation descriptive (Longueur maximum, à titre indicatif : 250 mots)
3	Selon le <i>Guide d'établissement de rapports sur l'avancement de la mise en œuvre et les résultats à l'intention du personnel</i> (2012), les notations des produits et des résultats sont combinées afin d'évaluer les avancées vers la réalisation de l'objectif de développement. Il se peut que le Projet réalise finalement son objectif de développement, à condition que les produits restants soient achevés en temps utile, que l'AWSB et le GoK s'engagent entièrement pour les résultats spécifiés à l'évaluation et que les fonds soient mobilisés à temps en vue de l'exécution du NaRSIP II proposé.

5. Bénéficiaires (ajouter des rangées au besoin)

Réels (A)	Prévus (B)	Progrès réalisés pour atteindre la cible (% réalisé) (A/B)	% de femmes	Catégorie (ex.: agriculteurs, étudiants)
Nombre: 150	Nombre: 150 (personnel formé)	100 %	50 %	Personnel de l'AWSB et de la NWSC
Nombre: 25 000	Nombre: 24 000 (Personnes sensibilisées)	104,17 %	50 %	Populations vivant dans les zones du Projet
Chiffre provisoire de *18 000 personnes pour 3 000 connexions au réseau d'évacuation des eaux usées	Nombre: 72 553	Voir Section B.3, produit 3, pour plus de détails	-	Institutions, entreprises commerciales et ménages installés dans les zones du Projet

*Ce chiffre découle d'une meilleure estimation de huit bénéficiaires par connexion installée.

6. Résultats inattendus ou supplémentaires (ajouter des rangées en cas de besoin)

Description	Type (ex.: genre, changement climatique, social, autre)	Positif ou négatif	Impact sur le projet (Élevé, moyen, faible)
Création d'emplois directs et indirects. On estime que 2 000 emplois au total ont été créés au cours de la phase d'exécution des travaux pour les structures d'épuration et d'assainissement, et que 200 emplois supplémentaires sont prévus après la phase de mise en service. Il convient d'y intégrer les activités WSS génératrices de revenu qui vont être menées dans les zones du Projet	Économique	Positif	Moyen
Co-génération. On prévoit qu'à l'achèvement du projet, 0,5 mégawatt d'électricité sera généré mensuellement à partir de la digestion des eaux usées de la station d'épuration de Kariobangi. Cela représentera 62,5 % des besoins en électricité (0,8 mégawatt par mois) de cette station d'épuration.	Changements climatiques	Positif	Moyen
Recyclage/diminution de la dégradation de l'environnement. On prévoit qu'environ 30 000 kg/jour d'eaux usées traitées dans les stations d'épuration de Kariobangi et de Dandora servent à stabiliser le sol ou respectent largement les normes NEMA pour être évacuées à la décharge.	Environnemental	Positif	Faible

7. Leçons apprises concernant l'efficacité (ajouter des rangées, au besoin)

Questions clés (max. 5; ajouter des rangées en cas de besoin)	Leçons apprises	Population cible
Cadre de suivi des résultats et appui aux dispositifs institutionnels	Compte tenu des contraintes liées à l'évaluation de certains indicateurs de l'efficacité du Projet à l'achèvement, une leçon à tirer est qu'il importe de mettre en place des mécanismes appropriés de suivi et d'établissement de rapports d'activité. Il est essentiel de mettre en place des mécanismes pour collecter des données pour l'exécution du Projet, à la phase de conception. Pour y parvenir, des arrangements institutionnels doivent être évalués en détail et des recommandations formulées pour corriger les déficits budgétaires et de capacité.	Banque, MWI
Avancées satisfaisantes en matière de réalisation de l'objectif de développement	La leçon concernant cette performance satisfaisante est que le suivi des résultats peut faciliter la transmission de rapports sur les produits et les résultats à l'achèvement. Cela peut également affecter la réalisation effective des produits et des résultats. La réalisation satisfaisante de l'OD est due à celle, également satisfaisante, des résultats. Cela peut être davantage le fait du cadre de contrôle de la performance que de la réalisation du Projet.	Banque

1. Respect des délais

Durée prévue du projet – années(A) (selon le REP)	Délai effectif de mise en œuvre – années(B) (à partir de l'efficacité pour la 1ère perturbation)	Ratio délai prévu/délai effectif de mise en œuvre (A/B)	Notation *
5 ans (60 mois)	6,42 ans (77 mois)	0,78	3
Évaluation descriptive (Longueur maximum, à titre indicatif: 250 mots)			
<p>Étant donné que certaines composantes du Projet sont encore en construction, la présente section tient compte de la première date d'achèvement du projet, à savoir le 30 juin 2017.</p> <p>L'exécution du Projet a été planifiée sur une période de cinq (5) ans, à compter de la date d'entrée en vigueur jusqu'à la date du dernier décaissement des fonds FAD. Toutefois, le délai effectif de mise en œuvre était de 6,42 ans (77 mois). En 2015, une prorogation de 365 jours a été accordée pour permettre que les travaux majeurs soient achevés, puisque le taux de décaissement du prêt FAD à ce moment-là était seulement de 72,37 %, pour un délai écoulé à 95,83 %. La mission en vue du RAP a noté, au cours des visites sur le terrain, que l'exécution de la composante Infrastructure d'épuration des eaux usées, qui représente 82 % du coût total du Projet, est achevée à environ 80 % et devrait être finalisée avant juin 2017. D'autres activités importantes comprennent des services de conseil en communication à long terme qui devraient s'achever en mars 2017.</p> <p>Parmi les difficultés et contraintes rencontrées au cours de l'exécution du Projet et ayant un impact sur le temps, il y a : i) des difficultés à obtenir des permis du gouvernement et des organismes publics, ainsi qu'à prendre attache avec certaines organisations; ii) la difficulté à trouver les services souterrains existants, y compris les câbles posés par la Kenya Power and Lightning Company (société kényane d'électricité) et les tuyaux d'eau de la NWSC qui sont régulièrement rompus; iii) les problèmes liés aux travaux de construction qui sont causés par l'éparpillement des chantiers sur l'ensemble du comté de Nairobi et dans la partie sud du comté de Kiambu, ce qui crée des problèmes d'ordre logistique; iv) un grand nombre de roches et de marécages dans certaines zones; v) l'imposition de droits de passage disproportionnés, même aux barrages, et des frais élevés pour les réinstallations de populations, ainsi que la nécessité d'une déviation intense du trafic; vi) un important empiètement des réserves riveraines; vii) le manque de propriété foncière authentique, les zones du projet couvrant des aires d'établissement en milieu urbain et affectant ainsi la mise en œuvre du Plan d'action de réinstallation (PAR); et viii) des questions liées à la remise en valeur des routes. De plus, les travaux étaient interrompus du fait des ordonnances judiciaires délivrées à des personnes affectées par le Projet (PAP). De même, le personnel travaillant sur les chantiers du Projet situés dans les zones d'établissement informel courait un risque de sécurité.</p> <p>Ces problèmes ne sont pas propres à ce Projet. Le fait de travailler dans un environnement souterrain et dans des zones fortement occupées par des riverains a ses propres spécificités. Dans la plupart des pays, il n'existe pas d'exemples d'infrastructure souterraine (tuyaux, câbles, etc.), et il n'est donc pas courant d'entamer des travaux sans qu'il y ait eu des études détaillées préalables et de la documentation.</p>			

2. Efficacité dans l'utilisation des ressources

% moyen de réalisation physique des produits RLF par tous les financiers (A) (voir II.B.3)	Taux d'engagement (%) (B) (voir tableau 1.C – Taux global d'engagement de tous les financiers)	Ratio pourcentage moyen de réalisation physique / taux d'engagement	Notation *
100 %	100 %	1	4
Évaluation descriptive (longueur max., à titre indicatif: 250 mots)			
<p>S'agissant de la réalisation des résultats attendus du projet, il y a eu des avancées majeures, et on s'attend à ce que le projet, au bout du compte, améliore les vies des populations ciblées. En analysant les données intégrées sur les progrès accomplis, on s'aperçoit d'une grande réussite (88,39 % de réalisation des résultats), au regard du niveau de décaissement des fonds au profit de l'organisme d'exécution, soit 84,27 %. Lors de la mission en vue du RAP, la quasi-totalité des fonds du projet avait été engagé: 29,07 millions d'UC sur les 35 millions d'UC de prêt FAD, plus 5,74 millions d'UC de fonds de contrepartie décaissés pour le projet, soit un niveau de décaissement de 83,1 % et de 91 %, respectivement. Ce résultat est particulièrement satisfaisant au regard du niveau d'avancement actuel du projet (88,39 %). On espère que l'enveloppe totale sera décaissée avant la clôture du projet le 31 mars 2017, puisque tous les paiements attendus sont en train d'être traités et seront effectués conformément aux obligations contractuelles, en lieu et place d'une libération de la retenue de garantie et du paiement de tous les travaux en attente.</p>			

Sur huit indicateurs de produits du projet, cinq ont été entièrement réalisés ou dépassés. Les cibles des trois autres produits n'ont pas été atteintes en raison : i) d'une dotation budgétaire inappropriée pour la composante (blocs d'ablution; niveau de réalisation: 67 %); ii) d'une infrastructure de réticulation inadéquate, conjuguée à une faible volonté de se raccorder aux collecteurs dans certains cas (connexion au système d'évacuation des eaux usées: 4,1 %); et iii) du retard accusé dans l'achèvement des travaux de la station de Kariobangi, qui devrait épurer un surcroît de 43,3 % des eaux résiduaires. On estime que le niveau de raccordement au système d'évacuation des eaux usées dans la zone du projet deviendra plus important à la faveur des services de conseil en communication à long terme (une sous-composante du Projet) qui ont été récemment engagés et qui a aussi résolu les problèmes liés à la volonté de se raccorder et de payer pour les services d'évacuation. Toutefois, la cible indiquée dans la matrice pourrait ne pas être atteinte à cause d'un système d'infrastructure de réticulation limité (une augmentation est proposée dans le cadre de NaRSIP II).

Il convient de noter que, conformément aux Directives du RAP, l'efficacité dans l'utilisation des ressources est calculée comme une valeur médiane (et non pas comme la moyenne) du taux d'achèvement de tous les produits par rapport au taux d'engagement (100 % dans le cas d'espèce). Par conséquent, l'impact des valeurs extrêmes oscille entre les produits dépassés et ceux non réalisés, pour arriver à la valeur énoncée.

3. Analyse coûts-avantages

Taux de rentabilité économique (à l'évaluation)	Taux de rentabilité économique (à l'achèvement)	Notation *
20,2 %	22,6 %	4

Évaluation descriptive

(Longueur maximum, à titre indicatif : 250 mots)

Comme les sections consacrés aux résultats et aux produits l'indiquent, les principaux objectifs et cibles du Projet ont été atteints ou sont en train de l'être. La principale cible qui n'a pas été atteinte a été la construction de 100 blocs d'ablution. Il s'agit là des interventions qui affectent gravement les établissements informels. On espère que les leçons tirées de la construction de 67 blocs d'ablution pourront aider à assurer des interventions continues dans ces zones.

Le produit majeur qui a été dépassé, à savoir la pose de 54 km de collecteurs principaux et de 40 km de lignes de réticulation, contribuera à augmenter le nombre de raccordements, et donc à améliorer la performance du système d'évacuation, à réduire le niveau de pollution des cours d'eau, à réduire l'incidence des maladies hydriques et à améliorer l'esthétique écologique de la ville et des zones environnantes. Compte tenu de ces attentes, le projet est déjà en train de produire des gains économiques pour les bénéficiaires, avec un TREI de 22,6 %, toujours supérieur au coût d'opportunité estimé du capital, qui est de 10 %. Les bénéficiaires se raccordent déjà au système d'évacuation, et un plus grand nombre devrait s'y ajouter, ce qui améliorera la capacité financière de la NWSC.

L'analyse économique évalue l'impact positif plus large des interventions effectuées, tout en soulignant les effets socioéconomiques et environnementaux stratégiques à plus grande échelle de ces interventions pour ce qui est d'améliorer aussi bien l'habitat des populations du bassin versant de Nairobi que l'accès aux services d'évacuation des eaux usées et la création d'emplois, mais aussi la réduction de l'incidence des maladies hydriques et des taux de mortalité, le renforcement des capacités locales à travers la formation à la gestion des eaux résiduaires. Les principaux paramètres suivants constituent les variables de l'évaluation: i) économies sur les coûts de traitement de patients et les coûts de voyage; et ii) valeur de la diminution des malades de diarrhée (adultes, enfants, élèves et étudiants).

4. Avancement de l'exécution (AE)

Notation de l'AE (dérivée du RAE actualisé)*	Commentaires descriptifs (commenter en particulier sur les éléments AE qui ont été notés "insatisfaisants" ou "très insatisfaisants", conformément au dernier RAE). Longueur max., à titre indicatif: 500 mots)
3	<p>La notation de l'avancement de l'exécution prend en compte les aspects suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <p>Conformité aux clauses. En plus des Conditions générales préalables à l'entrée en vigueur, l'Accord de prêt comportait trois clauses préalables au premier décaissement, notamment à l'endroit de MWI: i) que l'on fournisse au Fonds la preuve qu'il existe un accord de prêt subsidiaire entre le GoK et l'AWSB dont les conditions sont acceptables pour le Fonds; ii) que l'on fournisse au Fonds la preuve de l'ouverture de deux comptes spéciaux dans une banque agréée par le Fonds; et iii) que l'on apporte un justificatif de délivrance par NEMA d'un permis de construction selon les droits de passage spécifiés.</p> <p>Toutes ces conditions ont été remplies, même si les délais stipulés n'ont pas été respectés.</p> <p>Les réalisations effectuées constituaient notamment la condition pour que l'Emprunteur soumette des justificatifs qui satisferaient le Fonds, à savoir: i) la preuve d'un contrat de prestation de services signé entre l'AWSB et la NWSC pour la seconde période de 5 ans; ii) la preuve d'une cession foncière à l'AWSB pour l'aménagement d'infrastructures d'épuration, assortie d'une preuve d'indemnisation des personnes dont les biens ont été affectés; et iii) la preuve de la cession de l'infrastructure urbaine de WSS à CCN par l'AWSB.</p> <p>La première et la troisième condition ont été substantiellement remplies. Quant à la deuxième, plus de 95 % des questions soulevées dans le REP ont été résolues. S'agissant des cas mineurs restants, il convient d'apporter la preuve de propriété afin d'obtenir le versement des fonds.</p> <p>En ce qui concerne la vérification de la conformité du Projet, la mission en vue du RAP a noté qu'une opinion claire mais sans réserve a été émise dans le rapport d'audit de 2015/2016 concernant les Comptes spéciaux, tandis que les Comptes du Projet a reçu une opinion avec réserve. On a aussi noté que, malgré les états des dépenses qui ont été publiés, ils ont été intégrés dans l'objet de l'audit. Toutefois, dans sa conclusion de l'examen des états audités, la division de la gestion financière de la Banque a accepté ces états au motif que la cellule d'exécution du projet et des auditeurs avaient rempli entièrement leurs missions et obligations, et que la question soulevée ayant suscité la réserve avait été résolue au cours de l'exercice 2014/2015. Par ailleurs, il a été demandé à la cellule d'exécution du projet de mettre en œuvre les recommandations des auditeurs avant le 31 mars 2017.</p> <p>Concernant les sauvegardes environnementales et sociales, les sections pertinentes du RAP en donnent de plus amples détails.</p> <p>Systèmes et procédures relatifs au projet. Selon une évaluation de la performance en matière de passation de marchés, les Plans annuels y relatifs ont été préparés par la cellule d'exécution et la Banque. Une évaluation de la performance effective indique des retards, de quatre mois pour certaines activités, imputables au délai de traitement et d'approbation de divers produits, aux contre-performances constatées dans le traitement des exonérations d'impôt au profit des entrepreneurs et aux questions liées à la planification des marchés relatifs aux travaux de construction de la station de Kariobangi. Cependant, des économies ont été réalisées au titre de certaines composantes du Projet (lots I et II des marchés passés pour les travaux et les services de conseil), lesquelles ont été utilisées pour exécuter des travaux supplémentaires dans le cadre du Projet, y compris l'étude de faisabilité et la conception détaillée du NaRSIP II proposé.</p> <p>Exécution et financement du projet. Le financement effectué par la Banque peut être considéré comme étant particulièrement satisfaisant, parce que 83,1 % des fonds ont été déboursés pour une avancée des travaux de 88,39 % avant le délai.</p> <p>Cadre de suivi-évaluation. Alors que les paramètres spécifiques relatifs au suivi des résultats et produits du Projet ont été clairement définis à l'évaluation et intégrés dans le cadre logique, quelques-unes des données qualitatives et quantitatives – connectivité au système d'évacuation, qualité de la décharge des eaux usées dans les stations d'épuration, qualité de l'eau du bassin versant de Nairobi, prévalence des maladies hydriques dans la zone du Projet – pourraient avoir été collectées par les organismes publics et organisations d'utilité publique agréés, mais n'ont pas régulièrement fait l'objet de rapports de la part dudit projet.</p>

5. Leçons apprises concernant l'efficacité

Questions clés (max. 5; ajouter des rangées en cas de besoin)	Leçons apprises	Population cible
Réduire les retards dans les travaux de mise en œuvre en assurant la qualité à l'entrée	Si les retards accusés par le Projet ont été imputables à un certain nombre de facteurs, le calendrier défini lors de l'évaluation était plus qu'optimiste: il ne se basait que sur les conceptions préliminaires des composantes de l'infrastructure d'épuration des eaux usées, notamment celle de Kariobangi. Certains problèmes rencontrés sur le plan pratique auraient bien pu être anticipés à travers l'adoption d'approches de gestion de marchés appropriées ou d'une préparation de conceptions détaillées des travaux au moment de l'évaluation, afin d'assurer la qualité à l'entrée.	AWSB/MWI

D Viabilité

1. Viabilité financière

Notation*	Évaluation descriptive (longueur max., à titre indicatif: 250 mots)
3	<p>La viabilité financière de l'intervention effectuée sera fortement tributaire des efforts soutenus visant à raccorder le plus grand nombre possible de bénéficiaires au système d'assainissement. A en juger par l'enthousiasme et l'engagement de la NWSC et de l'AWSB à faire en sorte que davantage de bénéficiaires soient raccordés au système d'évacuation des eaux usées, les perspectives sont sans nuages. La facture pour l'évacuation des eaux résiduelles faisant partie de celle de l'eau, les initiatives visant à accroître la fourniture d'eau dans l'agglomération de Nairobi aura un effet domino sur le revenu global attribuable à la composante Eaux usées et, par conséquent, améliorera la viabilité financière de l'activité d'épuration. Le principal générateur de revenu sera le nombre de raccordements supplémentaires. La NWSC et l'AWSB s'engagent à accroître la connectivité aux systèmes d'égout, et un certain nombre d'organisations et ONG contribuent également à encourager les clients à se raccorder à ces systèmes. Certaines initiatives comprennent des plans de crédit renouvelable aux conditions souples destinés à encourager le raccordement d'un plus grand nombre de clients.</p> <p>Ainsi, la viabilité doit aussi être perçue du point de vue de la facturation et des recouvrements. La NWSC dispose d'un système de crédit et de facturation qui lui permet de procéder à la facturation et aux recouvrements de façon appropriée.</p>

2. Viabilité des institutions et renforcement des capacités

Notation*	Évaluation descriptive (longueur max., à titre indicatif: 250 mots)
3	<p>Aperçu du secteur. La NWSC est une société d'utilité publique chargée de fournir des services d'évacuation/épuration des eaux usées et qui est placée sous la supervision de la CCN, qui est désormais l'autorité administrative du comté de Nairobi (Nairobi County Government). De plus, cette société a montré, dans ses structures organisationnelles, des plans visant à séparer la fourniture des services d'eau de celle des eaux usées, ce afin de rationaliser ses prestations.</p> <p>Évaluation. Le Projet a contribué au renforcement des capacités institutionnelles. En particulier, il a permis de former 150 membres du personnel de l'AWSB/NWSC à la gestion des eaux usées et d'organiser un certain nombre de sessions de formation et de diffusion d'informations sur la santé et l'hygiène, à travers des affichages, pour une cible de 25 000 personnes. Toutefois, le Projet aurait bien pu jouer un rôle plus important si une évaluation institutionnelle complète avait été effectuée à la phase de l'évaluation et un plan d'action correspondant mis en place pour renforcer les capacités. S'agissant des ressources humaines, il existe effectivement des compétences aussi bien à l'AWSB que la NWSC. Le Projet a également programmé une phase de renforcement des capacités du personnel de la NWSC en matière de procédures d'exploitation et d'entretien des installations, qui sera animée par l'entrepreneur chargé des travaux d'épuration de Kariobangi. Toutefois, la mission en vue du RAP a noté l'absence de procédures opérationnelles formelles écrites pour les fonctions d'appui, telles que les finances. Les évaluations des procédures de passation de marchés et de gestion financière, qui ont été effectuées au cours de la mission en vue du RAP, indiquent que le recours aux systèmes de la Banque dans le secteur de l'eau et de l'assainissement demeure adéquat, bien que l'utilisation des systèmes des pays reste envisagée.</p>

3. Appropriation et pérennité des partenariats

Notation*	Évaluation descriptive (longueur max., à titre indicatif: 250 mots)
3	<p>Appropriation: Lors de l'élaboration du Projet, la consultation des parties prenantes a été menée et le Projet a occupé une place prioritaire dans le NRRRP. Une série de réunions et discussions participatives ont été organisées par tous les intervenants, y compris les bénéficiaires, lors de la conception du Projet. La consultation des parties prenantes à la phase de mise en œuvre a débouché sur la formation, avec le soutien de l'administration du comté de Nairobi, d'organisations communautaires qui se sont par la suite portées candidates pour financer les blocs d'ablution sous la composante Santé, hygiène et soutien socio-environnemental du Projet. Le Projet peut par conséquent être évaluée comme ayant, de façon très satisfaisante, inculqué le sens d'adhésion aux parties prenantes.</p> <p>Partenariats entre les institutions sectorielles. Pour l'essentiel, les responsabilités dans le cadre du Projet restent claires. La NWSC est chargée de la facturation et des recouvrements des recettes issues des actifs construits, tel que spécifié dans "l'Accord de prestation de services", tandis que l'AWSB continuera de veiller à la propriété de ces actifs. Alors que l'arrangement actuel est viable pour ce qui est de la subvention transversale des fonctions d'égout, il est difficile d'évaluer l'impact de la séparation des fonctions d'égout des fonctions d'alimentation en eau au sein de la NWSC, comme il a été prévu dans le cadre de l'Étude organisationnelle en cours sur les services d'amélioration des systèmes d'eaux usées. Le GoK devra planifier et exécuter minutieusement une telle séparation afin de s'assurer de la viabilité des arrangements institutionnels dans le secteur.</p> <p>Bénéficiaires et parties prenantes. Un aspect a attiré suffisamment d'attention : il s'agit de la participation des bénéficiaires à travers des partenariats renforcés avec le MENR, l'administration du comté de Nairobi, les organes internes et les organisations de la société civile au cours de la mise en œuvre du Projet. Cette participation constitue un élément important pour l'entretien continu et, par conséquent, pour la viabilité des produits du Projet. Néanmoins, l'absence d'informations qui ont été fournies dans les phases d'évaluation et de mise en œuvre rend impossible toute évaluation significative de la pérennité de ces partenariats.</p>

4. Viabilité environnementale et sociale

Notation*	Évaluation descriptive (longueur max., à titre indicatif: 250 mots)
3	<p>La mission en vue du RAP a effectué une évaluation des sauvegardes E et S et a fait les constatations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les mécanismes de gestion environnementale et sociale, de suivi et d'établissement de rapports étaient mis en place, et le PGES avait été préparé sous forme de document indépendant. Les mesures d'atténuation des effets sur l'environnement, qui étaient présentées en détail dans le cadre d'un plan, étaient intégrées par l'AWSB dans les dossiers d'appel d'offres. Il existe également une équipe dédiée ayant une expertise environnementale et sociale au sein de l'AWSB et du bureau d'études. L'équipe du projet AWSB a travaillé en collaboration avec les entrepreneurs et le consultant superviseur pour concevoir des pratiques visant à remédier aux impacts environnementaux et sociaux et à régler les plaintes formulées par les communautés affectées, le cas échéant. On avait en outre préparé une documentation sur la mise en œuvre du PGES. • Le Projet avait été conçu de manière à minimiser la réinstallation d'un grand nombre de communautés, 1 174 personnes étant considérées comme étant affectées par le Projet dans le cadre du Plan d'action de réinstallation (PAR), qui avait été préparé conformément à la Politique de la Banque afin de répondre aux besoins de groupes vulnérables (femmes, enfants, etc.). Au moment de la mission en vue du RAP, 166 millions de shillings kényans (environ 1,66 million de dollars) avaient été décaissés du compte de garantie bloqué du GOK au titre d'indemnisation de 1667 personnes affectées par le Projet (PAP), de manière à obtenir un droit de passage pour les égouts. La mission en vue du RAP a noté que les PAP avaient non seulement été associées au comité de mise en œuvre du PAR, mais également aux activités de sensibilisation communautaire dans le cadre du Projet. La plupart des personnes affectées seraient des propriétaires de structures temporaires situées sur les terres riveraines. Un petit nombre de ces personnes ne disposent pas de droit de propriété reconnu sur les terres qu'elles occupent dans la zone du Projet. On a attribué à cette catégorie une mise en œuvre non concluante du PAR, comme lors de la mission en vue du RAP. • L'Office national de gestion de l'environnement (NEMA) et son homologue pour la gestion des ressources en eau (WRMA) sont appelés à effectuer un contrôle postérieur aux études d'impact environnemental (EIE) afin de garantir la conformité du Projet à la législation et à la réglementation du pays. Un programme d'essai au laboratoire réalisé par la NWSC à la station d'épuration de Dandora montré que la qualité des eaux résiduaires qui y sont traitées n'est pas, pour l'heure, conforme aux normes requises, à savoir une DBO₅ inférieure à 30 mg/l.

- Les rapports d'activité trimestriels soumis par l'AWSB à la Banque ne comportaient pas de détails sur la gestion des questions environnementales et sociales, la Banque n'ayant pas formellement fait de la communication d'informations dans ces domaines une condition à remplir pour le Projet. On n'avait ni collecté, ni procédé au suivi ou à la transmission de données sur les impacts environnementaux du Projet, et il n'y avait pas de suivi sur le plan social.
- Les effets d'ordre social du Projet n'étaient pas examinés dans le cadre des activités postérieures au suivi de l'EIE. Toutefois, la structure tarifaire des services d'égout intègre les préoccupations sociales en permettant une utilisation croissante de structures de bloc tarifaire.

5. Leçons apprises concernant la viabilité

Questions clés (max. 5; ajouter des rangées en cas de besoin)	Leçons apprises	Population cible
1. Nécessité de recouvrer les coûts dans les prestations des services d'assainissement	Même si le MWI ambitionne, dans sa Stratégie nationale pour les services de l'eau 2007-2015, de couvrir graduellement les coûts opérationnels de tous les systèmes WSS (sauf les coûts subventionnés pour les pauvres), l'incapacité à le faire pour les services d'évacuation/épuration constitue un enjeu pour la NWSC. Une étude organisationnelle serait en cours pour évaluer, dans le cadre de la NWSC, la viabilité des prestations de services d'évacuation des eaux usées. On s'attend à ce que cette étude définisse des directives claires en matière de recouvrement des coûts et de plans tarifaires rationalisés pour les systèmes d'assainissement, en vue de garantir la pérennité des opérations. En ce qui concerne les futurs projets d'épuration des eaux usées qui génèrent des revenus, la supervision de la Banque doit introduire une évaluation périodique du modèle de chiffrage des coûts ainsi que les niveaux de rentabilité.	Banque / AWSB/NWSC
2. Adopter une approche globale pour réaliser l'objectif visé par le NRRRP en matière de viabilité environnementale	La mission en vue du RAP a noté que le Projet intègre une composante clé du NRRRP à une plus grande échelle, c'est-à-dire qu'il réduit la pollution environnementale causée par les stations d'épuration. Pour assurer la réalisation de l'objectif global du NRRRP, les aspects suivants doivent également être traités en urgence : i) renforcement des capacités des systèmes d'épuration des eaux résiduaires, y compris l'installation d'autres branchements au système d'évacuation des eaux usées, l'augmentation des systèmes de réticulation existants et l'intégration d'une autre activité d'épuration aux stations (tertiaires) existantes, selon les cas, afin de garantir la conformité avec les normes NEMA, ainsi que la mise en place de stations d'épuration non polluantes. Des activités ont déjà été menées dans le cadre de l'objet du NaRSIP II proposé; ii) mise en place d'un robuste système intégré de gestion des déchets solides en vue de faire face à la prolifération en cours des décharges dans et le long des cours d'eau de Nairobi. L'Agence japonaise de coopération internationale aurait financé une étude sur la gestion des déchets solides et les recommandations	GoK, MENR, MWI

	formulées sont étudiées par le GoK; iii) mise en place d'un robuste système de gestion des eaux de pluie qui intègre des installations de protection des berges fluviales, ainsi que le renforcement des capacités de maîtrise des crues, afin de réduire les risques d'inondation et de noyade; iv) enrichissement de l'écosystème fluvial par l'introduction de zones tampons écologiques telles que les marécages; et v) gestion efficace de l'empiètement des établissements informels et des activités économiques sur les bassins hydrographiques, en vue de favoriser l'économie locale.	
3. Viabilité des partenariats et adhésion des intervenants à la protection des produits du Projet	Les bureaux d'études et les entrepreneurs engagés dans le cadre du Projet ont décrié les rapports inadéquats entre les institutions publiques et d'autres organismes, un écueil majeur à l'acquisition des droits de passage et des permis, à l'installation des services et au suivi des résultats du Projet, entre autres obstacles. On a également signalé des problèmes de sécurité qui ont affecté le rendement du personnel de terrain du Projet et qui auraient pu être évités grâce à une coopération et une collaboration effectives avec les agences de sécurité interne et l'administration locale. La mission en vue du RAP a observé que, pour garantir l'exploitation durable des installations, un partenariat permanent à travers la coopération et la liaison avec les organisations participantes est crucial. Cela suppose la restauration et la pleine opérationnalisation du comité directeur du Projet au sein du MENR.	GoK

III Performance des parties prenantes

1. Performance de la Banque

Notation*	Évaluation descriptive de la performance de la Banque par l'Emprunteur, ainsi que d'autres aspects du projet (à la fois quantitative et qualitative). Voir la note d'orientation sur les questions à traiter. Longueur max., à titre indicatif: 250 mots)
3	L'Emprunteur a indiqué que la performance globale de la Banque était louable. En particulier, il a exprimé sa satisfaction quant à la performance de la Banque, qui a réagi promptement aux besoins de son client tout en promouvant la viabilité du Projet à travers l'organisation des sessions de formation à long terme à l'intention du personnel de l'AWSB/NWSC et des parties prenantes au Projet de manière générale. L'Emprunteur s'est toutefois montré préoccupé par les retards (jusqu'à huit mois) accusés dans le traitement des décaissements de fonds par la Banque au titre du Projet, ce qui s'est fait à travers la méthode de paiement direct, mais a affecté l'avancement général du Projet.
Commentaires à insérer par la Banque sur sa propre performance (quantitative et qualitative). Voir la note d'orientation sur les questions à traiter. Longueur max., à titre indicatif: 250 mots)	
<p>La Banque a procédé à une supervision régulière et de qualité du Projet, entretenu un dialogue régulier avec les autorités et donné des solutions utiles en cas de besoin. Pourtant, il se peut qu'elle n'ait pas corrigé de façon appropriée des défaillances dans un certain nombre de domaines (environnemental et social, suivi-évaluation) dans la phase d'exécution du Projet, notamment parce que le comité directeur mis en place était inactif. Cela a été un problème particulier pour une évaluation et une notification régulières des risques et avantages dans les domaines environnemental et social, compte tenu de la raison d'être du Projet au plan environnemental et de sa classification dans ce domaine. Au cours des missions de supervision et de la revue à mi-parcours, des mesures auraient peut-être été prises pour faciliter la collecte, le suivi et la transmission des informations relatives au Projet, en vue d'améliorer les résultats de manière continue. Cela étant, les missions de supervision ont dû bénéficier d'une expertise multidisciplinaire et variée (passation de marchés, questions environnementales et fiduciaires, etc.) qui ont permis d'appuyer efficacement le Projet en examinant et en traitant les documents relatifs aux acquisitions, aux sauvegardes, à la gestion des finances et aux décaissements.</p>	

Questions clés (relatives à la performance de la Banque; max. 5; ajouter des rangées en cas de besoin)	Leçons apprises
1. Identifier les problèmes liés à la mise en œuvre et proposer des solutions	Un certain nombre de défis auraient été identifiés dans la phase d'exécution, y compris ceux liés à la collecte et au suivi appropriés des informations sur les performances. Alors que le cadre des résultats était bien défini lors de l'évaluation, des mesures prises pour le suivi du niveau de réalisation des indicateurs relatifs aux résultats et aux produits étaient susceptibles d'être améliorées.
2. Créer un compte de garantie bloqué pour les paiements directs aux entrepreneurs	Il ressort des enseignements tirés des projets similaires dans le pays qui ont été financés par d'autres partenaires au développement, que le traitement des demandes de paiement direct constitue un défi majeur. En particulier, les différents niveaux d'approbation requis dans le gouvernement ont été la principale cause des retards (jusqu'à six mois) qui ont été enregistrés dans le cas du NaRSIP. En outre, on s'inquiète de voir que certains entrepreneurs évoluant dans le pays se montrent peu enthousiastes pour les marchés à paiements directs. D'autres partenaires au développement actifs dans le pays auraient exigé que les cellules d'exécution de projet créent un compte de garantie bloqué pour effectuer des paiements directs avec un moindre retard. Cependant, cette quête de l'efficacité dans le recours aux comptes de garantie bloqués passe par une étape d'évaluation et de validation appropriée avant que les futurs projets de la Banque ne soient adaptés.

2. Performance de l'Emprunteur

Notation*	Évaluation descriptive de la performance de l'Emprunteur à insérer par la Banque (à la fois quantitative et qualitative, en fonction des informations disponibles). Voir la note d'orientation. Longueur max., à titre indicatif: 250 mots)
3	Il y a un certain nombre de domaines dans lesquels l'Emprunteur a affiché de bonnes performances. Le GoK, à travers le MWI, a dirigé la planification et l'exécution du Projet et a veillé au respect des Directives et procédures prescrites par la Banque et d'autres parties prenantes (organismes de droit public, etc.). Par ailleurs, le Gouvernement s'est montré réceptif aux conclusions et recommandations formulées à la suite de la mission de supervision de la Banque. L'Emprunteur a également soumis les opérations du Projet à des audits internes réguliers et des préoccupations ont rapidement trouvé une solution. Toutefois, les entrepreneurs et les consultants engagés pour le Projet se sont montrés insatisfaits de la performance du Gouvernement en ce qui concerne le traitement rapide des exonérations d'impôt et des décaissements de fonds – pour ce dernier cas, on a mis en cause l'absence de fonds de contrepartie suffisants. Les retards accusés dans le flux des fonds en direction des bureaux d'étude et des entrepreneurs auraient pu entraîner une augmentation des coûts du Projet, les paiements en retard étant soumis à des intérêts, mais il existe une clause contractuelle interdisant tout intérêt sur les paiements effectués en retard. De même, l'Emprunteur n'a ni pensé à prendre des mesures concrètes visant à garantir la mise en œuvre de procédures robustes en matière de collecte de données selon le cadre S&E, dans l'intérêt du Profit, ni contribué à accomplir les objectifs majeurs du NRRRP en adoptant une approche intégrée pour résoudre les problèmes restés sans solution durant la phase de mise en œuvre du Projet. Le comité directeur du Projet, abrité au sein du MENR, a fait savoir qu'il n'avait pas un budget approprié pour faciliter l'accomplissement de son mandat dans le cadre du Projet et que la bonne volonté manifestée au niveau national pour le Projet s'était effritée.

Questions clés (relatives à la performance de l'Emprunteur; max. 5; ajouter des rangées en cas de besoin)	Leçons apprises
1. Nouer et entretenir des partenariats en vue de l'efficacité du Projet	L'AWSB a déclaré que tous les organismes de droit public et autres organisations parties prenantes étaient impliqués, comme prévu, dans diverses activités liées au Projet. Les preuves documentaires ont été soumises, ce qui montre que la NWSC et l'administration du comté de Nairobi étaient soit informées, soit consultées chaque fois qu'il fallait prendre une décision importante qui nécessitait leurs avis. Par contre, la NWSC et le MENR se sont montrés insatisfaits de la manière dont l'organisme d'exécution les avait engagés dans les activités du Projet, sans respecter leur qualité d'intervenants majeurs dans le Projet. Ainsi, une leçon sur l'efficacité des mécanismes d'exécution du projet est que les parties prenantes et autres acteurs chargés de différents aspects du Projet doivent être impliqués de la façon la plus adéquate et efficiente. Cela peut supposer information, coordination ou partenariat, en fonction du mandat et du niveau d'influence de chacun d'eux par rapport à la question à traiter. De plus, il convient de procéder à des allocations budgétaires de manière appropriée afin de garantir le succès des partenariats pour le projet et, dans ce cas, d'éviter que le comité directeur n'adopte un rythme de travail préjudiciable.

3. Performance d'autres parties prenantes

Notation*	Évaluation descriptive de la performance d'autres intervenants, y compris les co-financiers, les entrepreneurs et les prestataires de services. Voir la note d'orientation sur les questions à traiter. Longueur max., à titre indicatif: 250 mots)	
3	Parties prenantes et autres acteurs, y compris les prestataires de services: Il y a eu des avancées en matière d'harmonisation des activités menées par les intervenants et autres acteurs du Projet. Par exemple, l'AWSB a préparé des rapports trimestriels qui ont été soumis au MWI, à charge pour ce dernier de les faire parvenir aux organisations parties prenantes. De plus, la NWSC continue de compiler des données sur la qualité des effluents à décharger à la station d'épuration fonctionnelle de Dandora, conformément aux exigences NEMA. Le WRMA produit par ailleurs des rapports périodiques sur l'état du bassin versant de Nairobi, tandis que le ministère de la Santé compile périodiquement des données sur la santé et l'hygiène dans la zone du projet. De même, le MWI, à travers la NWSC, a commis, en 2016, une étude pour déterminer la qualité de l'eau du bassin versant de Nairobi, dans le cadre du suivi des résultats relatifs au Projet. Toutefois, la mission en vue du RAP a permis d'observer que de meilleurs résultats auraient pu être obtenus si les structures formelles de liaison et de collaboration entre les divers acteurs avaient été définies au sein du comité directeur du Projet, au MENR. Cela aurait procuré à l'équipe du projet une vue plus large et à long terme quant à la planification du Projet (mobilisation de fonds en vue d'autres phases), tout en contribuant à résoudre les questions émergentes liées au projet.	
Questions clés (relatives à la performance d'autres parties prenantes; max. 5; ajouter des rangées en cas de besoin)	Leçons apprises (max. 5)	Population cible (s'agissant des leçons apprises)
Bonnes relations de travail entretenues avec l'équipe de projet	Malgré les problèmes rencontrés de temps à autre, l'existence de bonnes relations de travail entre l'AWSB, les entrepreneurs, les bureaux d'études et la NWSC a eu un effet positif sur la réalisation des activités du Projet. L'AWSB a associé la NWSC aux activités, y compris l'examen des documents, pour autant que sa contribution soit nécessaire, mais aussi elle a actualisé ces documents à mesure que les travaux avançaient. Elle a aussi fourni des informations chaque fois que le MWI en avait besoin. Ainsi, les problèmes rencontrés pouvaient être résolus au niveau du Projet et entraîner des gains de temps et d'argent.	Banque, GoK

IV Résumé des leçons clés et des principales recommandations

1. Leçons clés apprises

Questions clés (max. 5 ; ajouter des rangées en cas de besoin)	Leçons clés apprises	Population cible
1. Le leadership et la coordination efficace sont cruciaux pour le déploiement des multiples phases des projets.	Le projet NarSIP fait partie intégrante du projet NRRRP, qui est plus large. L'exécution du Projet est pilotée par l'équipe AWSB dédiée, qui coordonne le travail du MWI, de la NWSC et de la Mairie de Nairobi – cette dernière était, en particulier, chargée de la composante Promotion de l'assainissement, de la santé et de l'hygiène. L'envergure du Projet est à la fois importante et intermittente, et englobe les zones riveraines des bassins versants de Nairobi, Ngong, Mathare et Kiu. La composante Infrastructure d'assainissement était subdivisée en quatre lots individuels et avait été confiée à un bureau d'études pour la supervision et plusieurs entrepreneurs, le gros des travaux de construction était effectué simultanément. Le GoK, à travers le MWI, s'est chargé de la supervision, en adoptant une approche systématique pour s'assurer que diverses activités soient synchronisées en vue de réaliser les résultats et produits escomptés du Projet. Toutefois, on reconnaît généralement qu'on aurait pu faire plus grâce aux économies réalisées sur la durée du Projet et, par conséquent, sur les coûts et la planification future si le comité directeur du Projet, au MENR, avait été actif lors de la phase de mise en œuvre.	Banque, GoK
2. Suivi des résultats	L'efficacité dans la collecte de données et la publication des modalités est essentielle pour le succès de tout cadre de suivi-évaluation. Les défis liés à la mesure des résultats du Projet comprennent la faiblesse des capacités de collecte de données de la part de l'agence d'exécution. Par ailleurs, les données collectées ne sont pas ventilées de façon à prévenir l'évaluation des aspects environnementaux et sociaux tels que le genre, le niveau de satisfaction des bénéficiaires, etc.	Banque, GoK
3. Implication précoce de l'entrepreneur dans le but d'assurer l'efficacité des marchés de construction conclus selon la méthode de passation à deux étapes (Suivi de la leçon 2, Section II.A.3)	Il convient de penser à intégrer des dispositions additionnelles dans les Règles de passation de marchés de la Banque afin de permettre que le contrat Ingénierie et construction soit utilisé dans une approche d'implication précoce de l'entrepreneur, ce qui demande que l'entrepreneur soit désigné avant que les détails de l'ouvrage à construire ne soient entièrement définis et chiffrés. Cette approche est déjà adoptée dans le cadre du contrat type NEC3, qui est recommandé pour les organisations publiques (Institute of Civil Engineers, Royaume-Uni), ce qui présente les deux options suivantes : i) l'employeur nomme un consultant pour la conception, et l'entrepreneur aide ce consultant à concevoir le projet. L'entrepreneur peut être requis ou non pour effectuer des composantes spécifiques de la conception, en plus d'aider le concepteur. Dans ce cas, il est demandé à l'entrepreneur de poursuivre les travaux, notamment toute conception remarquable, conformément à l'accord type conclu à la suite de la fixation des prix pour l'étape 2; ii) l'employeur nomme un entrepreneur pour la conception, et le consultant de l'employeur travaille avec l'entrepreneur pour achever la conception. En utilisant l'une de ces options, l'entrepreneur est encouragé à apporter une solution rentable en contribuant à la réalisation des économies sur le budget de l'employeur, y compris sur d'autres coûts engagés par celui-ci.	Banque

2. Principales recommandations (avec un accent particulier sur ce qu'il faut faire pour assurer la pérennité des avantages liés au projet)

Questions clés (max. 10; ajouter des rangées en cas de besoin)	Principale recommandation	Responsable	Délai
1. Planification du projet – L'approche intégrée et globale est fondamentale pour créer un impact sur le développement	Une approche intégrée de planification intégrant tous les aspects d'une gestion efficace du bassin versant de Nairobi est indispensable pour, en fin de compte, garantir la réussite d'un programme à l'échelle du bassin couronné de résultats sur les plans environnemental et social. Si le NRRRP a reconnu la nécessité d'une démarche globale dans tous les domaines importants, de la gestion des eaux de pluie à celle des déchets solides en passant par l'enrichissement de l'écosystème fluvial, jusqu'ici, ont enregistré peu de progrès. En outre, la mission en vue du RAP est d'avis que beaucoup aurait été fait avant l'achèvement du Projet si des initiatives complémentaires (installation de lignes de service supplémentaires, en cas de besoin, etc.) avaient été simultanément lancées dans le but d'accroître la capacité des systèmes d'égout nouvellement mis en place. En conséquence, il convient de prendre des mesures pour tenir compte de ces besoins dans la phase de planification des projets à venir.	GoK	TBD
2. La situation donne l'occasion de promouvoir une approche systémique pour des investissements dans le Programme.	On a prévu d'exécuter le NRRRP en phases selon quatre stratégies clés, à savoir: i) le (re)boisement, ii) la réduction de l'incidence des maladies causées par l'environnement, iii) la conservation de l'environnement, et iv) la lutte contre la pollution assortie de la gestion des déchets. Le NaRSIP avait été originellement conçu pour faire appliquer largement la quatrième stratégie, tout en contribuant à la réalisation des trois autres. Les défis liés au Programme sont par conséquent énormes et multisectoriels, ce qui demande l'intervention de plusieurs acteurs. Le volume du financement envisagé pour réaliser l'objectif global du Programme est également énorme. Il serait utile d'envisager de réaliser les objectifs stratégiques selon une approche-programme qui met l'accent sur le fait de ne pas considérer le Programme comme un simple ensemble de projets individuels en : i) effectuant une analyse et une planification collectives ; créant des synergies entre les interventions ; et établissant des liens et le partage de connaissances entre les intervenants/acteurs pertinents. À cet effet, il est possible d'obtenir l'adhésion des acteurs et de faciliter la mobilisation des fonds à partir de plusieurs sources, y compris les partenaires au développement, le Gouvernement et les bénéficiaires. Les leçons apprises des précédentes interventions financées par la Banque indiquent une liste d'impacts significatifs sur le développement dans des délais d'exécution courts et moins de frais généraux, entre autres mérites du prêt-programme.	GoK, partenaires au développement	TBD

Dimensions et critères	Notation*
DIMENSION A: PERTINENCE	3,5
Pertinence de l'objectif de développement du projet (II.A.1)	4
Pertinence de la conception du projet (II.A.2)	3
DIMENSION B: EFFICACITÉ	3
Objectif de développement (OD) (II.B.4)	3
DIMENSION C: EFFICIENCE	3,5
Délai d'exécution (II.C.1)	3
Efficacité dans l'utilisation des ressources (II.C.2)	4
Analyse coût-avantages (II.C.3)	4
Avancement de l'exécution (AE) (II.C.4)	3
DIMENSION D: VIABILITÉ	3
Viabilité financière (II.D.1)	3
Viabilité des institutions et renforcement des capacités (II.D.2)	3
Appropriation et pérennité des partenariats (II.D.3)	3
Viabilité environnementale et sociale (II.D.4)	3
MOYENNE DES NOTATIONS DE DIMENSIONS	3,25
NOTATION GLOBALE DE L'ACHÈVEMENT DU PROJET	S

VI

Sigles, acronymes et abréviations

Sigles et acronymes (ajouter des rangées au besoin)	Nom complet
FAD	<i>Fonds africain de développement</i>
AWSB	<i>Athi Water Services Board (Office Athi des services de l'eau)</i>
DBO ₅	<i>Demande biochimique en oxygène sur cinq jours</i>
OC	<i>Organisations communautaires</i>
CCN	<i>Mairie de Nairobi (désormais, Nairobi County Government [Administration du comté de Nairobi])</i>
DSP	<i>Document de stratégie pays</i>
PD	<i>Partenaires au développement</i>
OD	<i>Objectif(s) de développement</i>
GoK	<i>Gouvernement de la République du Kenya</i>
EA	<i>Agent d'exécution</i>
EIE	<i>Étude d'impact environnemental</i>
TREI	<i>Taux de rentabilité économique interne</i>
EIES	<i>Étude d'impact social et environnemental</i>
PGES	<i>Plan de gestion environnementale et sociale</i>
OE	<i>Organisme d'exécution</i>
RAER	<i>Rapport sur l'avancement de l'exécution et les résultats</i>
MENR	<i>Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles</i>
S&E	<i>Suivi et évaluation</i>
MTP	<i>Plan à moyen terme</i>
MOF	<i>Ministère des Finances</i>
MOH	<i>Ministère de la Santé</i>
MWI	<i>Ministère de l'Eau et de l'Assainissement</i>
NaRSIP	<i>Projet d'évacuation des eaux usées dans le bassin versant de Nairobi</i>
NEMA	<i>National Environment Management Authority [Office national de gestion de l'environnement]</i>
ONG	<i>Organisations non gouvernementales</i>
NRRRP	<i>Programme de réhabilitation et de restauration du bassin versant de Nairobi</i>
NWSC	<i>Nairobi Water and Sewerage Company (société chargée de l'eau et des eaux usées de Nairobi)</i>
E et E	<i>Exploitation et entretien</i>
PAP	<i>Personnes affectées par le projet</i>
REP	<i>Rapport d'évaluation de projet</i>
RAP	<i>Rapport d'achèvement de projet</i>
PAR	<i>Plan d'action de réinstallation</i>
CALR	<i>Cadre logique axé sur les résultats</i>
UC	<i>Unités de compte</i>
FNUE	<i>Programme des Nations Unies pour l'environnement</i>
WSS	<i>Alimentation en eau et assainissement</i>

REFERENCES

African Development Bank (2010), *Appraisal Report: [[Rapport d'évaluation] Kenya: Nairobi Rivers Rehabilitation and Restoration Program: Sewerage Improvement Project. [Programme de réhabilitation et de restauration du bassin versant de Nairobi: Projet d'amélioration du tout-à-l'égout]*

African Development Bank (2011), *Loan Agreement between the Republic of Kenya and the African Development Fund: Nairobi Rivers Rehabilitation and Restoration Program: Sewerage Improvement Project. [Programme de réhabilitation et de restauration du bassin versant de Nairobi: Projet d'amélioration du tout-à-l'égout]*

African Development Bank (2010) *Technical Documents for the Appraisal Report: Nairobi Rivers Rehabilitation and Restoration Program: Sewerage Improvement Project. [Programme de réhabilitation et de restauration du bassin versant de Nairobi: Projet d'amélioration du tout-à-l'égout]*

African Development Bank (2012), *Staff Guidance on Project Completion Reporting and Rating.*

African Development Bank (2012), *Staff Guidance on Implementation Progress Reporting and Rating (IPR) for Public Sector Operations.*

African Development Bank (2015) EARC, *Kenya: 7th – 11th December 2015 Supervision Mission Aide-Memoire: Nairobi Rivers Rehabilitation and Restoration Program: Sewerage Improvement Project.*

African Development Bank (2015) RDGE, *Kenya: IOM REF. ORPF.2/RPT/2017/02/011 - date d'accès: 22 février 2017: Comments on Financial Statement and Audit Report of the Nairobi Rivers Rehabilitation and Restoration Program: Sewerage Improvement Project for the Year - Achevé le 30 juin 2016.*

Escrow Account Agreement (2011): The Cooperative Bank of Kenya Limited and the Athi Water Services Board.

Government of the Republic of Kenya, Kenya National Audit Office: *Reports of the Auditor General on the Financial Statements of the Athi Water Services Board (2011–2015).*

Government of the Republic of Kenya, Ministry of Environment and Mineral Resources (2007), *Technical Brief: Rehabilitation and Restoration Programme of Nairobi Rivers Basin.*

Government of the Republic of Kenya, Ministry of Water and Irrigation (2015), *Quarterly Progress Reports: Nairobi Rivers Rehabilitation and Restoration Program: Sewerage Improvement Project (NaRSIP).*

Government of the Republic of Kenya, Ministry of Water and Irrigation, *Water Sample Analytical Certificates – Bacteriological, Effluent and Physico-chemical Results (2016): Water Resources Management Authority.*

Government of the Republic of Kenya, Ministry of Water and Irrigation, Athi Water Services Board (2012): *Volume I - General and Special Conditions of the Services Provision Agreement Between Athi Water Services Board and the Nairobi City Water and Sewerage Company for Nairobi City Cluster.*

Government of the Republic of Kenya, Ministry of Water and Irrigation, Athi Water Services Board (2015): *Training Report On Operations and Maintenance for Ablution Block Operators: Consultancy Services for Community Mobilization and Sensitization, Design, Supervision and Works Coordination for Implementation of the Ablution Blocks under the Nairobi Rivers Sewerage Improvement Project (NaRSIP).*

Government of the Republic of Kenya, Ministry of Water and Irrigation, Athi Water Services Board: *Project Status Report on Tree Planting Along Nairobi Rivers Basin (2015): Contract No. AWSB/NaRSIP/TP/06/2015.*

NEC3 Standard Contract recommended for public sector organizations: Institute of Civil Engineers, United Kingdom.

Subsidiary Loan Agreement between the Government of the Republic of Kenya and Athi Water Services Board (2011); Nairobi Rivers Basin Rehabilitation and Restoration Program: Sewerage Improvement Project (ADF Loan).

ANNEXE I

Responsables rencontrés au cours de la mission en vue du RAP au Kenya, du 21 novembre au 2 décembre 2016

Nom du participant	Organisation /Institution/Poste	N° de tél.: N° de tél. portable	Courriel
M. James Ntabo	MWI	(+254) 0722250530	okemwajim@gmail.com
Ing. Damaris Oyaro	MWI	(+254) 0707559944	damkeb@yahoo.com
M ^{lle} Faith Githinji	MWI	(+254) 072473950	faithgithinji@yahoo.com
M. Erick F. N. Akotsi	MENR (Directeur – Urban Rivers Restoration Programme)	(+254) 0721367601	akotsierick@gmail.com
M. Hudson M. Mukanga	MENR (Planificateur environnemental)	(+254) 0721792455	hmmukanga@gmail.com
M. Jeckly Bitok	MEMR	(+254) 0713462453	jeqbit@gmail.com
M ^{lle} Patricia K'omudho	NCCG	(+254) 0733790546	patkingo@gmail.com
M. Simon M. Kibachio	MOWI	(+254) 0722593664	simonmwas@yahoo.com
Ing. Joseph Kamau	AWSB (HPES)	(+254) 720714766	jkamau@awsboard.go.ke
Ing. Emily Kilongi	AWSB (Directeur technique)	(+254) 0721947853	ekilongi@awsb.go.ke
Ing. Joshua W. Ichang'i	AWSB (Ingénieur de génie civil)	(+254)0721606 958	jichangi@awsboard.go.ke
Ing. Philip Gichuki	NCWSC (Directeur général)		
M. Msafiki P. Wambua	NCWSC	(+254) 0725847441	mwambua@nairobiwater.o.ke
Ing. Nahason Muguna	NCWSC	(+254) 0722524415	nmuguna@nairobiwater.co.ke
Ing. Lucy Njambi	NCWSC	(+254) 0722763221	lnjambi@nairobiwater.co.ke
M. Timon Ogendo	NCWSC	(+254) 0721336409	togendo@nairobiwater.co.ke
M. Lusiri Lukwa F.	NCWSC	(+254) 0723450622	llukwa@nairobiwater.co.ke
M. Jackson Wacira	GIBB Africa	(+254) 0721438595	jwantech@yahoo.com
M. Sunya O. Fredrick	GIBB Africa	(+254) 0724615283	fredricksunya@gmail.com
Ing. Agnelo Fernandes	GIBB Africa	(+254) 0726524201	afern27@gmail.com
Ing. Caroline Owako	GIBB Africa	(+254) 0720870038	cowako@yahoo.com
M. Ma Ziheng	Stecol Corporation	(+254) 0739125606	dandora0120@gmail.com
M. Tora Zhang	Stecol Corporation (Agent responsable de chantiers)	(+254) 0700126196	mathareproject@nfec.co.ke
M. Horman Wang	Stecol Corporation (Assistant de l'agent responsable de chantiers)	(+254) 0734429793	mathareproject@nfec.co.ke
M. Guo Gao Peng	Stecol Corporation (Assistant de l'agent responsable de chantiers)	(+254) 0791079234	mathareproject@nfec.co.ke
Ing. Ephantus Mugo	NCWSC (Directeur régional – Établissements informels)	(+254) 0722347900	emugo@nairobiwater.co.ke
M. John K. Chege	NCWSC	(+254) 0710115268	kchege@nairobiwater.co.ke
M ^{lle} Habiba Roba	NCWSC	(+254) 0715933886	hroba@nairobiwater.co.ke
M ^{lle} Hilda Kinyanyi	NCWSC	(+254) 0722985253	hkinyanyi@nairobiwater.co.ke
M. Song Xu	Sinohydro	(+254) 0739036249	Songxu72785@gmail.com
M. Moses Njuguna	GIBB Africa	(+254) 0729435054	nmoses20@yahoo.com
M. Alphaxard Kitheko	AWSB (Ingénieur de génie civil)	(+254) 0721512740	akitheko@awsboard.go.ke
M. A. Venkataiah	Technofab Eng. Ltd	(+254) 0736958403	keny@Technofabengineering.com
M. Amit Ranaway	Technofab Eng. Ltd	(+254) 0786760250	keny@Technofabengineering.com
M. M. L. Vijayakumar	Technofab Eng. Ltd	(+254) 0739329257	keny@Technofabengineering.com
M. N. Srinivasan	Technofab Eng. Ltd	(+254) 0737211820	keny@Technofabengineering.com
M. Sharafat Yar Khan	Technofab Eng. Ltd	(+254) 0732296926	keny@Technofabengineering.com
M. Didacus Otieno	NCWSC	(+254) 0722830062	dotieno@nairobiwater.co.ke
M ^{lle} Lilian Rugiri	MOWI	(+254) 0728366143	njerikazi@yahoo.com
M. Simon Mwaniki	AWSB	(+254) 0723975646	smwaniki@awsb.go.ke
M ^{lle} Keziah Adhiambo	AWSB (Chargé des questions environnementales)	(+254) 0720352697	kadhiambo@awsboard.go.ke
M ^{lle} Janet Langat	AWSB (Cellule de passation des marchés)	(+254)0715 688 272/ 0722240103	jlangat@awsboard.go.ke
M. Pedro Cardoso	Ambassade du Brésil	(+254) 020 712 5766	pedro.cardoso@itamaraty.gov.br
M. John Ngugi	JICA (Agence japonaise de coopération internationale)	(+254) 020 2775 000	ky_oso_rep@jica.go.jp
M. Kuria Kimemia	Frame Consultants Ltd. (Ingénieur de génie civil)	0720457016/ 0720523850	kuria@frameconsultants.com
M. Michael Kimotho	AWSB (Directeur – Planification et analyse financière)	(+254)020 272 4292/3 (+254)0715 688 272	mkimotho@awsboard.go.ke
M. John Ndegwa	AWSB (Comptable)	(+254)0715 688 272/ (+254)020 272 4292/3	jndegwa@awsboard.go.ke
M ^{lle} Janet Sakiva	Marché de Kawangware, Exploitant des blocs d'ablution	(+254) 0707310593	
M. Patrick Kariuki	Groupe d'entraide d'Ushirikiano, Kawangware, Président	(+254) 0723094091	
M. Titus M. Simiyu	Frame Consultants Ltd.		
M. Dan Asiebelah	Kangemi, Exploitant de blocs d'ablution	(+254) 0714228927	

ANNEXE II

Notation de la performance du Projet depuis la dernière mission de supervision, juin 2016

Performance Ratings

Performance Criteria Monitoring

Supervision: F FIELD MISSION Project P-KE-EB0-003 Status detail (IP/DO/PP)

Mission no : 11 Date : 07.04.2016 Justification of Ratings

Country Failure Rate 0,00 Project Status COMP Current Supervision Average 2,44

[IF IP or DO = 99 <=> Not rated] Current trend Over Time 2,40

-Performance STATUS as at Supervision Date --> NON PP / NON PPP OOO IP = 2,29 DO = 3,00

-Performance STATUS as TODAY-----> NON PP / NON PPP OOO IP = 2,29 DO = 3,00

Indicator Description	24.07.20...	21.10.20...	09.04.20...	07.10.20...	Rating Code	Lock
PROJECT IMPLEMENTATION**						<input type="checkbox"/> IP
Compliance with loan conditions precedent ...	3	3	3	3	3	<input type="checkbox"/> IP
Compliance with General Conditions	3	3	3	3	3	<input type="checkbox"/> IP
xxx Compliance with other conditions	0	0	2	2	2	<input type="checkbox"/> IP
PROCUREMENT PERFORMANCE						<input type="checkbox"/> IP
Procurement of Consultancy Services	3	3	3	3	3	<input type="checkbox"/> IP
Procurement of Goods and Works	2	2	2	2	2	<input type="checkbox"/> IP
FINANCIAL PERFORMANCE						<input type="checkbox"/> IP
Availability of Foreign Exchange	3	3	3	3	3	<input type="checkbox"/> IP
Availability of Local Currency	2	2	2	2	2	<input type="checkbox"/> IP
Disbursement Flows	2	2	2	2	2	<input type="checkbox"/> IP
Cost Management	3	3	3	3	3	<input type="checkbox"/> IP
Performance of Co-Financiers	0	0	0	0	0	<input type="checkbox"/> IP
ACTIVITIES AND WORKS						<input type="checkbox"/> IP
Adherence to implementation schedule	2	2	2	2	2	<input type="checkbox"/> IP
Performance of Consultants or Technical Ass.	2	2	2	2	2	<input type="checkbox"/> IP
Performance of Contractors	3	3	3	3	3	<input type="checkbox"/> IP
Performance of Project Management	2	2	2	2	2	<input type="checkbox"/> IP
IMPACT ON DEVELOPMENT						<input type="checkbox"/> DO
Likelihood of achieving development Objecti...	3	3	3	3	3	<input type="checkbox"/> DO
Likelihood that benefits will be realized and s...	3	3	3	3	3	<input type="checkbox"/> DO
Likely contribution of the project towards a...	3	3	3	3	3	<input type="checkbox"/> DO
Current Rate of Return**	3	3	3	3	3	<input type="checkbox"/> DO

Click Save to re-calculate IP-DO-STATUS

3:46 PM 1/31/2017

ANNEXE III

Rapport sur l'avancement de l'exécution du Projet, mis à jour depuis la mission en vue du RAP de décembre 2010

Rapport sur l'avancement de l'exécution et les résultats (RAER)



GRUPE DE LA BANQUE
AFRICAINNE
DE DÉVELOPPEMENT

A Rapport sommaire et actions proposées

Données du rapport

Type de rapport:	Date du rapport: 12/02/2016	Date de la mission (<i>en cas de mission de terrain</i>)	
	Lancement/Supervision sur le terrain/Revue à mi-parcours/Dossier pays/Revue/ autre (<i>veuillez spécifier</i>): Mission en vue du RAP	Du: 21/11/2016	Au: 12/02/2016
Préparé par:	Chef de l'équipe du RAP: M ^{lle} N. OGAL	Chef de projet: M. J. SIFUMA	Chef de division: M. O. CHANDA

Données relatives au projet

Code du projet: P-KE-EB0-003 Numéro(s) de l'instrument 2100150023655	Identification du projet: Programme de réhabilitation et de restauration des cours d'eau de Nairobi : PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ASSAINISSEMENT Pays: Kenya Secteur: Alimentation en eau et assainissement			
Principales étapes de traitement	Événements clés		Dates de décaissement et de clôture	
Source de financement/instrument 1: 2100150023655 (35 millions d'UC)				
Date d'approbation: 12/06/2010 Date de signature: 23/03/2011 Date d'entrée en vigueur: 12/09/2011 Date prévue pour le 1 ^{er} décaissement: 31/01/2011 Date du 1 ^{er} décaissement effectif: 12/09/2011	Montants annulés: s.o. Financement supplémentaire: s.o. Restructuration: s.o. Prorogations: 365 jours (1 an), approuvé le 10/06/2015		Premier délai de décaissement: 31/12/2015 Première date de clôture: 31/12/2015 Délai de décaissement révisé: 30/12/2016 Date de clôture révisée: 30/12/2016	
Source de financement / instrument	Devise de financement (en UC):		Monnaie nationale (en UC):	TOTAL (UC)
Source de financement / instrument: 2100150023655	24,988 millions		10,012	35 millions
Source de financement / instrument	Montant décaissé à ce jour (en UC):	Montant décaissé à ce jour (%):	Montant non décaissé à ce jour (en UC):	Montant non décaissé à ce jour (%):
Source de financement / instrument: 2100150023655	29,306 millions	83,73	5,693	16,27
Agence(s) d'exécution:				
Agence(s) d'exécution: Ministère en charge de l'eau et de l'assainissement (MWI) et Athi Water Services Board (AWSB)				
Cofinanciers et autres partenaires externes:				
Gouvernement de la République du Kenya (GoK)				

Situation des résultats (performance)

Avancées en matière de réalisation de l'objectif de développement			
Notation de l'objectif de développement (OD)	Notation de la performance		Résumé des conclusions clés Bien vouloir se référer au RAP pour plus de détails
	Actuel	Précédent	
	3	3	
Avancement de l'exécution			
Notation de l'avancement de l'exécution (AE)	Notation de la performance		Résumé des principaux résultats Bien vouloir se référer au RAP pour plus de détails
	Actuel	Précédent	
	3	2,29	
Classification de la performance globale du projet			
Classification de la performance globale du projet	Situation du projet		Résumé des principaux résultats Bien vouloir se référer au RAP pour plus de détails
	Actuel	Précédent	
	s.o.	Non-PPP	

Questions, risques et actions à examiner dans la gestion

Questions affectant l'exécution de projet			
Questions clés	Mesures correctives	Responsable	Délai
Bien vouloir se référer au RAP pour plus de détails	s.o.	s.o.	s.o.
Principaux risques et mesures d'atténuation			
Risques	Mesures d'atténuation prises ou proposées	Responsable	Délai
Bien vouloir se référer au RAP pour plus de détails	s.o.	s.o.	s.o.

Revue de gestion et observations

Rapport revu par:	Nom	Date de la revue	Observations
Représentant résident	s.o.		
Directeur régional	M. G.NEGATU, EARC		
Responsable sectoriel	M. O. CHANDA, OWAS.2		
Directeur sectoriel	M. E. MOHAMED, OWAS & AWF		

B Soumission et évaluation des résultats

Progrès réalisés pour atteindre l'objectif de développement du projet (but du projet)

Indiquer l'objectif de développement du projet et évaluer les progrès accomplis
L'objectif de développement du Projet était d'améliorer l'accès, la qualité, la disponibilité, la capacité et la durabilité des infrastructures d'assainissement à Nairobi, en vue d'un environnement pérenne à travers la réhabilitation et l'extension des stations d'épuration et des services d'égout. En général, le Projet a fait des progrès vers l'atteinte des objectifs de développement. S'agissant des produits, la plupart des composantes du Projet sont bouclées. Les données d'ordre général collectées par l'équipe chargée du RAP permettent de constater les avancées faites dans la réalisation des résultats du Projet. Malgré cela, l'absence de mécanismes pour suivre ces avancées en matière d'intégration du facteur genre, mais aussi les indicateurs de sensibilisation des bénéficiaires, rend difficile toute communication d'informations exactes sur les progrès réalisés pour atteindre les OD du Projet.

Rapport sur les résultats

Indicateurs de résultats	Valeur de base	Valeur la plus récente	Cible finale	Progrès réalisés pour atteindre la cible	Évaluation
Résultat 1: Qualité de l'eau du bassin versant de Nairobi	DBO ₅ 300 mg/l (2009)	Les moyennes de DBO ₅ du fleuve de Nairobi oscillent entre 39 mg/l et 67,5 mg/l;	DBO ₅ inférieure à 30 mg/l	86,11 – 96,67 %	Voir Rapport RAP pour évaluation
Résultat 2: Qualité des eaux usées effluents déversés dans le bassin versant de Nairobi	BBO ₅ des effluents de Dandora: 57mg/l; DBO ₅ des effluents de Kariobangi : 231mg/l (2009)	BBO ₅ des effluents de Dandora: 90 mg/l; La station de Kariobangi n'est pas encore opérationnelle	DBO ₅ des effluents inférieure à 30 mg/l	81,82 % pour la station d'épuration de Dandora	Voir Rapport RAP pour évaluation
Résultat 3: Pourcentage de la population riveraine ayant accès aux stations d'épuration des eaux usées	40 % (2009)	-	59 %	-	Voir Rapport RAP pour évaluation
Résultat 4: Incidence des maladies à transmission hydrique	52 % (2004)	6,5 %	20 %		Voir Rapport RAP pour évaluation
Résultat 5: Pourcentage de riverains pratiquant de bonnes règles d'hygiène	Augmentation; De 25 % (2009)	60 %	37 %		Voir Rapport RAP pour évaluation
Notation des résultats					
Notation des résultats du projet	Le présent rapport	Précédent rapport	Justification		
	3	n.o. (vieux format)	Veuillez voir des explications dans le RAP.		

Rapport sur les produits

Indicateurs des produits	Valeur la plus récente	Cible annuelle	Cible finale (valeur cumulative attendue à l'achèvement)	Progrès réalisés pour atteindre la cible annuelle	Progrès réalisés pour atteindre la cible (%)	Évaluation
Produit 1: Longueur des canalisations principales et des lignes de réticulation posées	63,3 kilomètres supplémentaires de collecteurs principaux et 43 km de réticulation posés	s.o.	54 kilomètres supplémentaires de collecteurs principaux et 40 km de système de réticulation mis en place avant 2014	s.o.	+117,22 % (collecteurs principaux) et +107,50 % (système de réticulation)	Voir Rapport RAP
Produit 2: Volume d'eaux usées traité	Un surcroît de 40 000 m ³ /d de capacité traitée à Dandora	s.o.	Un surcroît de 40 000 m ³ /jour de capacité traitée à Dandora; capacité de Kariobangi restaurée à 32 000 m ³ /jour	s.o.	56,7%	Voir Rapport RAP

Indicateurs des produits	Valeur la plus récente	Cible annuelle	Cible finale (valeur cumulative attendue à l'achèvement)	Progrès réalisés pour atteindre la cible annuelle	Progrès réalisés pour atteindre la cible (%)	Évaluation
Produit 3: Qualité de l'eau du bassin versant de Nairobi	3 000	s.o.	72 553 canalisations d'évacuation des eaux usées installées	-	-4,1%	Voir Rapport RAP
Produit 4: Nombre de toilettes publiques d'ablutions	67 blocs d'ablution construits dans des zones d'établissement informel et gérés par des organisations communautaires (OC)	s.o.	100 blocs d'ablution construits dans des zones d'établissement informel et gérés par des organisations communautaires (OC)	s.o.	67 %	Voir Rapport RAP
Produit 5: Nombre d'arbres plantés	25 000 arbres plantés	s.o.	11 000 arbres plantés	s.o.	227,27 %	Voir Rapport RAP
Produit 6: Nombre de personnels de la NWSC/AWSC formés	150 membres du personnel de l'AWSB et de la NWSC formés à la gestion des eaux usées; et parmi eux, 50 % des femmes	s.o.	Environ 150 membres du personnel, dont 40 % de femmes, de l'AWSB et de la NWSC formés à la gestion des eaux usées avant 2014	s.o.	100%	Voir Rapport RAP
Produit 7: Nombre de campagnes de sensibilisation sur les pratiques de santé et d'hygiène	N°1 - Session de formation et de diffusion d'informations sur la santé et l'hygiène à travers des affichages et ciblant 25 000 personnes dont 50 % de sexe féminin	s.o.	16 - Nombre de campagnes de sensibilisation sur la santé et l'hygiène ciblant 24 000 personnes dont 50 % des femmes	s.o.	104,17 %	Voir Rapport RAP

Notation des produits

Notation des produits du projet	Le présent rapport	Précédent rapport	Justification
	4	n.o. (vieux format)	Veillez voir des explications dans le RAP.

Notation de l'objectif de développement (OD)

Notation de l'objectif de développement	Le présent rapport	Précédent rapport	Justification
	3	3	Veillez voir des explications dans le RAP.

C Notification et évaluation de l'avancement de l'exécution du projet

Conformité aux clauses

Critères	Nombre/Pourcentage des conditions respectées	Notation		Évaluation
		Le présent rapport	Précédent rapport	
Conformité aux clauses	Tous	3	3	Veillez-vous référer au RAP pour plus de détails
Conformité aux sauvegardes E et S	s.o.	3	s.o.	Veillez-vous référer au RAP pour plus de détails
Conformité à l'audit	s.o.	4	s.o.	Veillez-vous référer au RAP pour plus de détails

Systèmes et procédures relatifs au projet

Critères	Notation		Évaluation
	Le présent rapport	Précédent rapport	
Passation des marchés	4	2,5	Veillez-vous référer au RAP pour plus de détails
Gestion financière	3	2,67	Veillez-vous référer au RAP pour plus de détails
Suivi et évaluation	2	s.o.	Veillez-vous référer au RAP pour plus de détails

Exécution et financement du projet

Critères	Montant total (a)	Montant cumulé à ce jour	Montant cumulé au début de l'année	Projection annuelle	Avancées en matière de projection annuelle	Progrès réalisés pour atteindre le montant total (% réalisé)	Notation	
							Le présent rapport	Précédent rapport
Décaissement (uniquement par la Banque)	29,31 millions d'UC	29,31 millions d'UC	s.o.	s.o.	s.o.	83,73 %	3	2
Engagements budgétaires (uniquement par la Banque)	35 millions d'UC	35 millions d'UC	s.o.	s.o.	s.o.	100%	4	4
Décaissements de contrepartie	5,74 millions de dollars E.-U.	5,74 millions de dollars E.-U.	s.o.	s.o.	s.o.	79,94 %	3	TBC

Critères	Évaluation
Décaissement (la Banque a seulement approuvé le financement)	Veillez-vous référer au RAP pour plus de détails
Engagements budgétaires (uniquement par la Banque)	Veillez-vous référer au RAP pour plus de détails
Décaissements de fonds de contrepartie	Veillez-vous référer au RAP pour plus de détails
Décaissements pour cofinancement	Veillez-vous référer au RAP pour plus de détails

Exécution globale

Notation de l'AE	Le présent rapport	Précédent rapport	Justification
			Veillez-vous référer au RAP pour plus de détails

ANNEXE IV
Calcul du Taux de rentabilité économique interne

Hypothèses émises:

1. Raccordements actuels – 492 531
2. Population bénéficiaire actuelle supposée – 985 062
3. Croissance démographique – 3,5 %
4. Coûts E et E – 5 % des coûts d'investissement
5. Ces hypothèses utilisent les conclusions de l'Évaluation des coûts et avantages de l'eau et de l'assainissement de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) au niveau mondial.

Kenya - Nairobi Rivers Basin Rehabilitation & Restoration Program																	USD	
Year	Beneficiaries	Cumulative	Capital Investment (USD'000)	O&M	Total Cost	Convenience time saving value	Regional Averages				Per capita patient treatment cost saved @US\$ 0.16 @ 30% of popn	Per capita health treatment cost saved @ US\$2.10	Health treatment costs saved	Healthy baby & School attendance (value) gained due to less diarrhoeal illness	school attendance gained due to less diarrhoeal illness @US\$2.39 @ 45% of popn	Total Benefits	Net Benefits	
2010	0	0	0	0	0	0	16.66	0	0.198	2.0	-	0	0.02	2.10	0	0	0	0
2011	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0	0	0	0	0	0	0
2012	0	545,712	545,712	0	545,712	0	0	0	0	0	-	0	0	0	0	0	0	(545,712)
2013	0	9,910,896	9,365,183	0	9,365,183	0	0	0	0	0	-	0	0	0	0	0	0	(9,365,183)
2014	0	22,152,409	12,241,514	1,218,383	13,459,896	0	0	0	0	0	-	0	0	0	0	0	0	(13,459,896)
2015	0	29,383,052	7,230,643	1,616,068	8,846,711	0	0	0	0	0	-	0	0	0	0	0	0	(8,846,711)
2016	985,062	33,383,569	4,000,517	1,836,096	5,836,613	1,641,113	194,555	1,970,124	23,641	2,068,630	6,006,416	2,068,630	6,006,416	11,904,479	6,067,866	11,904,479	6,067,866	
2017	1,014,614	39,869,580	6,486,011	2,192,827	8,678,838	1,690,347	200,392	2,029,228	24,351	2,130,689	6,186,608	2,130,689	6,186,608	12,261,614	3,582,776	12,261,614	3,582,776	
2018	1,045,052	39,869,580		2,192,827	2,192,827	1,741,057	206,403	2,090,105	25,081	2,194,610	6,372,206	2,194,610	6,372,206	12,629,462	10,436,635	12,629,462	10,436,635	
2019	1,076,404	39,869,580		2,192,827	2,192,827	1,793,289	212,595	2,152,808	25,834	2,260,448	6,563,372	2,260,448	6,563,372	13,008,346	10,815,519	13,008,346	10,815,519	
2020	1,108,696	39,869,580		2,192,827	2,192,827	1,847,087	218,973	2,217,392	26,609	2,328,262	6,760,274	2,328,262	6,760,274	13,398,596	11,205,770	13,398,596	11,205,770	
2021	1,141,957	39,869,580		2,192,827	2,192,827	1,902,500	225,542	2,283,914	27,407	2,398,109	6,963,082	2,398,109	6,963,082	13,800,554	11,607,727	13,800,554	11,607,727	
2022	1,176,216	39,869,580		2,192,827	2,192,827	1,959,575	232,309	2,352,431	28,229	2,470,053	7,171,974	2,470,053	7,171,974	14,214,571	12,021,744	14,214,571	12,021,744	
2023	1,211,502	39,869,580		2,192,827	2,192,827	2,018,362	239,278	2,423,004	29,076	2,544,154	7,387,134	2,544,154	7,387,134	14,641,008	12,448,181	14,641,008	12,448,181	
2024	1,247,847	45,850,017	5,980,437	2,521,751	8,502,188	2,078,913	246,456	2,495,694	29,948	2,620,479	7,608,748	2,620,479	7,608,748	15,080,238	6,578,050	15,080,238	6,578,050	
2025	1,285,282	45,850,017		2,521,751	2,521,751	2,141,281	253,850	2,570,565	30,847	2,699,093	7,837,010	2,699,093	7,837,010	15,532,645	13,010,895	15,532,645	13,010,895	
2026	1,323,841	45,850,017		2,521,751	2,521,751	2,205,519	261,465	2,647,682	31,772	2,780,066	8,072,120	2,780,066	8,072,120	15,998,625	13,476,874	15,998,625	13,476,874	
2027	1,363,556	45,850,017		2,521,751	2,521,751	2,271,685	269,309	2,727,112	32,725	2,863,468	8,314,284	2,863,468	8,314,284	16,478,584	13,956,833	16,478,584	13,956,833	
2028	1,404,463	45,850,017		2,521,751	2,521,751	2,339,835	277,389	2,808,926	33,707	2,949,372	8,563,712	2,949,372	8,563,712	16,972,941	14,451,190	16,972,941	14,451,190	
2029	1,446,597	45,850,017		2,521,751	2,521,751	2,410,030	285,710	2,893,194	34,718	3,037,853	8,820,624	3,037,853	8,820,624	17,482,129	14,960,378	17,482,129	14,960,378	
2030	1,489,995	45,850,017		2,521,751	2,521,751	2,482,331	294,282	2,979,989	35,760	3,128,989	9,085,242	3,128,989	9,085,242	18,006,593	15,484,842	18,006,593	15,484,842	
2031	1,534,694	45,850,017		2,521,751	2,521,751	2,556,801	303,110	3,069,389	36,833	3,222,858	9,357,800	3,222,858	9,357,800	18,546,791	16,025,040	18,546,791	16,025,040	
2032	1,580,735	45,850,017		2,521,751	2,521,751	2,633,505	312,203	3,161,471	37,938	3,319,544	9,638,534	3,319,544	9,638,534	19,103,195	16,581,444	19,103,195	16,581,444	
2033	1,628,157	45,850,017		2,521,751	2,521,751	2,712,510	321,570	3,256,315	39,076	3,419,131	9,927,690	3,419,131	9,927,690	19,676,291	17,154,540	19,676,291	17,154,540	
2034	1,677,002	52,727,520	6,877,503	2,900,014	9,777,516	2,793,886	331,217	3,354,004	40,248	3,521,704	10,225,520	3,521,704	10,225,520	20,266,579	10,489,063	20,266,579	10,489,063	
ENPV @ EIRR	10% Discount rate															USD	30,401,862	22.57%